

ZITTING VAN 18 FEBRUARI 2009

Aanwezig: Dhr. Riguelle, *Burgemeester-Voorzitter*;

HH. Colot, Schoonbroodt, Decabooter, Vander Mynsbrugge, Vande Weyer, Mevr. Dupont, Riga, *Schepenen*;

HH. De Smedt, Hermans, Mevr. Vanden Bremt, Tellier, Mevr. Molineaux-Loobuyck, Boucq, Mevr. Kunsch, Ghilbert, Mevr. De Buck, Rapetti, Chalmagne, Jouglaf, Mevr. Dehaen-Cackebeke, Mesky, Mevr. M'Buzi, *Raadsleden*;

Dhr. Rossignol, *Gemeentesecretaris*.

Afwezig en verontschuldigd: Mevr. Stroobants, Dhr. Lurquin, Dhr. Van Den Eynde, Mevr. Mettioui, *Raadsleden*.

DE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20 u 04

18/02/2009/A/001 Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 22 januari 2009 – Goedkeuring
Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 22 januari 2009. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met eenparigheid van stemmen goedgekeurd

Dhr. DE SMEDT treedt in zitting om 20.06u

18/02/2009/A/002 Règlement général de police - Modification
LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 119bis relatif aux sanctions administratives ;
Vu la loi du 7/05/2004 modifiant la loi du 8/04/1965 relative à la protection de la jeunesse et la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17/06/2004 modifiant la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 20/07/2005 portant des dispositions diverses, et plus particulièrement le chapitre II relatif aux sanctions administratives communales ;
Vu la loi du 25/01/2007 visant à réprimer le graffiti et la dégradation des propriétés immobilières et modifiant la nouvelle loi communale ;
Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal de Berchem-Sainte-Agathe le 1er septembre 2005 ;
Vu les propositions du groupe de travail chargé du suivi du Règlement Général de Police au sein de la zone de police Bruxelles-Ouest 5340 ;
Vu qu'il est de l'intérêt des communes de la zone de police Bruxelles-Ouest 5340 d'adopter un Règlement Général de Police dont le texte soit le plus semblable possible, sans pour autant porter atteinte à l'autonomie communale ;
Vu qu'il convient de modifier le Règlement Général de Police suite à différentes modifications légales ;
Vu qu'il convient également de modifier le Règlement Général de Police afin de l'adapter aux besoins de terrain ainsi que d'améliorer la lisibilité du texte et d'en assurer la précision ;
Vu l'avis du Collège de police des 15/10/2008 et 13/11/2008 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1 :

Les modifications des dispositions du Règlement Général de Police jointes à la présente délibération sont approuvées.


REGLEMENT GENERAL DE POLICE COORDONNE

CHAPITRE I^{ER} – DISPOSITIONS GENERALES

Art.1 Pour l'application du présent règlement, on entend par « espace public » :

1. la voie publique, en ce compris la chaussée, les accotements et les trottoirs, les pistes cyclables, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage. C'est à dire toute voie ouverte à la circulation publique même si son assiette se trouve sur une propriété privée.
2. les autres aménagements tel que les parcs, jardins publics, plaines et aires de jeu, cimetières et parkings privés accessibles au public.

Art.1bis. Seule l'autorité communale est investie de la mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.



Sauf autorisation expresse délivrée par le Bourgmestre, il est interdit de prendre des mesures, notamment en plaçant des dispositifs quelconques, visant à incommoder une ou plusieurs personnes ou à assurer ou rétablir l'ordre public. Cette interdiction vaut tant dans les espaces publics que privés.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 250,00, les dispositifs placés en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi la Commune se réserve le droit de procéder d'office à leur enlèvement aux frais risques et périls du contrevenant.

Art. 2. §1^{er}. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement, conformément à la procédure prévue à l'article 119bis de la Nouvelle loi communale.

§2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique. La Commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

§4. Les autorisations visées au présent article doivent être exhibées en original ou au moins sous forme d'une copie complète et lisible à toute réquisition de la police ou d'un agent habilité. Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende de maximum € 150,00.

Art. 3. Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publique est compromise par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.

Les propriétaires, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le Bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront solidairement redevables des frais.

Art. 4. La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter. La Commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

Art. 5. §1. Toute personne se trouvant dans l'espace public ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou d'agents habilités en vue de :

1. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publique ;
2. faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril ;
3. faire respecter les lois, règlements et arrêtés.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police ou un agent habilité y est entré sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

§2. Il est interdit de manquer de respect ou de se montrer agressif, par des paroles ou actes, envers toute personne habilitée en vue de faire respecter les lois et les règlements.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative de maximum € 200,00.

Art. 6. Les montants des amendes administratives prescrites par le présent règlement constituent des maxima. Les amendes seront infligées proportionnellement à la gravité des faits. Toutefois, en cas de récidive dans les trois ans de l'imposition d'une amende administrative, elles pourront être augmentées au-delà des montants prévus par le présent règlement sans qu'elles

puissent jamais excéder le maximum prévu par la loi.

La durée des sanctions administratives adoptées par le Collège des Bourgmestre et Echevins, prescrites par le présent règlement, peut être augmentée en cas de récidive dans les douze mois suivant l'imposition de la sanction.

Art. 6bis. Les montants maximums des amendes administratives prescrites par le présent règlement sont diminués de moitié en cas d'infractions commises par des mineurs, âgés d'au moins 16 ans, sans qu'elles puissent jamais excéder le maximum prévu par la loi.

Art. 6ter. Les dispositions prévues au présent règlement s'appliquent sans préjudice de l'obligation de s'acquitter des taxes et redevances levées en vertu d'une délibération du conseil communal.

CHAPITRE II – DE LA PROPRETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES

Section 1 - Propreté de la Commune

Art. 7. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de souiller ou d'endommager tout objet ou tout endroit de l'espace public de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que :

1. l'espace public en général;
2. tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique;
3. tout élément du mobilier urbain;
4. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public;
5. les édifices publics et les propriétés privées, en ce compris les façades, murets, grilles, éléments divers de construction qui bordent l'espace public ;
6. les véhicules des tiers.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 200,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 8. Sauf autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur la voie publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art 9. §1. Il est défendu de salir, d'entailler, d'endommager, d'écrire ou de dessiner sur les façades, les clôtures, les propriétés privées, les édifices publics, les monuments, les véhicules, le mobilier urbain, et les objets servant à l'utilité ou à la décoration publique, ainsi que sur les végétaux.

Il est défendu d'arrêter un véhicule sur les végétaux. Il est également défendu de circuler sur les végétaux avec un véhicule.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 150,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Il est de même défendu de les couvrir de tags ou graffiti (fresques). Pour l'application de cette disposition, il faut entendre par tag toute signature codée et/ou stylisée et par graffiti ou fresques la juxtaposition de dessins, textes et/ou symboles élaborés (couleurs, ombrages, reflets, ...).

Les infractions aux dispositions du présent paragraphe sont punies de peines de prison de 1 à 6 mois et d'une amende de police de € 26,00 à € 200,00 majorée des décimes additionnels, ou une seule de ces peines. Celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 10. Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement dans les lieux accessibles au public et à l'extérieur s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ne soit pas sali par leurs clients.

Ils doivent notamment installer suffisamment de poubelles, qui sont clairement visibles et bien accessibles, vider ces récipients régulièrement, enlever les

déchets sauvages provenant de leur commerce et nettoyer la proximité immédiate de leur commerce.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, le marchand qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 11. Il est défendu d'évacuer vers l'extérieur le produit du balayage depuis l'intérieur des chantiers, propriétés privées et des édifices publics.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, la personne visée à l'article 15 §1 qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 12. Il est interdit de cracher, d'uriner ou de déféquer sur l'espace public ainsi que dans les lieux publics, les lieux accessibles au public, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 150,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 13. Il est interdit de fouiller dans les sacs poubelles, les récipients et les conteneurs, de les déplacer, détériorer, et de répandre leur contenu sur l'espace public.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 14. Il est interdit de battre ou de secouer tout objet pouvant provoquer des poussières ou toutes autres matières pulvérulentes à tout endroit de la voie publique et/ou au-dessus de la voie publique, sur les terrains non bâtis à moins de 100 mètres des habitations, à partir de n'importe quelle partie des immeubles.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 80,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 2 - Trottoirs, accotements et entretien des propriétés

Art. 15. §1^{er} Les trottoirs et accotements des immeubles habités ou non doivent être entretenus et maintenus en état de propreté. Ces obligations incombent :

1. pour les immeubles habités, aux occupants de l'immeuble ou aux personnes chargées de l'entretien des lieux ;
2. pour les immeubles non affectés à l'habitation, aux concierges, portiers, gardiens, ou aux personnes chargées de l'entretien des lieux ;
3. pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis, à tout titulaire d'un droit réel sur le bien, tel que propriétaire, usufruitier, emphytéote, superficiaire, titulaire d'un droit d'usage, habitation ou d'une servitude, ou aux locataires.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 80,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Les trottoirs et accotements ne peuvent être entretenus qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique.

Ils ne peuvent en aucun cas être nettoyés entre 22h et 7h.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 16. Il est interdit aux entrepreneurs de construction et entrepreneurs de transport d'encombrer de saleté la voie publique aux abords de leurs chantiers et lieux de chargement et déchargement.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 200,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 3 - Salubrité des constructions et terrains

Art. 17. §1. Le bon état des terrains non bâtis ainsi que des parties non bâties des

propriétés doit être assuré en tout temps par la personne visée à l'article 15 §1, ce qui comporte le soin de veiller à ce que la végétation qui y pousse ne menace pas la propreté ni la sécurité publique et à ce que les déchets soient enlevés.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 150,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de constituer sur les terrains visés au §1 des dépôts même provisoires, et d'y déposer ou d'y abandonner des décombres, des briquillons, des machines, des véhicules, des immondices, des matières ou des objets quelconques.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 150,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 18. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de déposer, de déverser, de jeter, de laisser à l'abandon ou de maintenir dans un immeuble bâti ou un immeuble en construction, des matières incommodes ou de nature à porter atteinte à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité publique.

Tout occupant d'un immeuble veillera à ne déposer, pendre, ou suspendre aucun objet, linge ou bien meuble sur les terrasses et balcons sis à front de rue, susceptible de représenter un danger pour la sécurité, la salubrité ou la propreté publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 150,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 19. §1. Les propriétaires de biens immeubles doivent maintenir ceux-ci ainsi que les biens meubles et les installations dont ils sont équipés, en parfait état de conservation, d'entretien ou de fonctionnement sur le plan de la salubrité, de la propreté et de la sécurité et respecter les règles élémentaires d'hygiène. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

§2. Les personnes visées au paragraphe 1^{er} du présent article sont également tenues de se conformer à l'article 64 du présent règlement.

§3. Quand ces biens immeubles ne sont pas conformes aux règlements prescrits ou qu'ils peuvent être la cause de danger, de nuisances ou de propagation de maladies contagieuses, le Bourgmestre peut prendre un arrêté ordonnant soit les mesures d'assainissement, soit les réparations propres à rétablir la salubrité ou la sécurité publique. A défaut de satisfaire aux dispositions de l'arrêté du Bourgmestre, les travaux pourront être effectués par la Commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 4 - Plans d'eau, voies d'eau, canalisations

Art. 20. Sans préjudice de l'application de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit d'obstruer les conduits destinés au fonctionnement des fontaines ou à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

Il est également interdit d'y déverser des immondices, boues, sables, toutes matières, objets, animaux morts ou substances quelconques pouvant ainsi provoquer une obstruction des conduits.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 21. Sans préjudice de l'application de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des

eaux de surface contre la pollution et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit, sauf autorisation:

1. de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts placés dans l'espace public, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00;
2. d'effectuer des raccordements aux égouts placés dans l'espace public, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.

Outre l'application d'une amende administrative, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 22. Sans préjudice de l'application de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de laisser s'écouler sur l'espace public les eaux pluviales depuis les propriétés bâties.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 23. Sans préjudice de l'application de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de laisser s'écouler sur le trottoir des eaux usées ainsi que des matières insalubres.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 24. Sans préjudice de l'application de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines et de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces et voies d'eau, égouts et avaloirs d'égouts en y jetant ou y versant tout objet, ou toute substance quelconque.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 25. Sans préjudice de l'application de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de souiller ou de se baigner dans les rivières, canaux, étangs, bassins, fontaines, de les souiller de quelque façon que ce soit, d'y baigner des animaux ainsi que d'y laver ou d'y tremper tout objet.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 5 - Évacuation de certains déchets

Art. 26. §1. Les dispositions de la présente section s'appliquent sans préjudice des dispositions du Règlement d'agglomération du 15 juillet 1993 relatif à l'enlèvement par collecte des immondices. Les ordures ménagères et les objets ou matières destinés aux collectes sélectives organisées par la Région doivent être présentés à la collecte selon les prescriptions de l'agence Bruxelles-Propreté.

§2. L'utilisation de récipients disposés sur le domaine public par les services publics ou avec leur accord est strictement réservée aux personnes et objets qu'ils ont déterminés. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices, comme des ordures ménagères.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

§3. Les emplacements réservés éventuellement par la Commune pour récolter les déchets verts des seuls habitants de la commune doivent être tenus en parfait état de propreté.

Le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.

§4. On entend par « déchets verts » les déchets issus de l'entretien des jardins et espaces verts ou les déchets ménagers, compostables ou biodégradables, à l'exclusion des déchets recyclables pour lesquels une collecte sélective est organisée.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 27. Abrogé par le Conseil Communal du 1^{er} septembre 2005.

Art. 28. La vidange des fosses d'aisance et fosses septiques, le transport et l'évacuation de leur contenu ne peuvent se faire que par une entreprise agréée selon la réglementation en la matière.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Section 6 - Entretien et nettoyage des véhicules

Art. 29. §1. Il est interdit procéder ou de faire procéder à des travaux d'entretien, de carrosserie, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules sur l'espace public, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défektivité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 200,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Le lavage des véhicules, à l'exception de ceux servant au transport de marchandises ou au transport en commun de personnes, rémunéré ou non, est autorisé sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique ; il ne pourra en aucun cas être effectué entre 22 heures et 7 heures.

Les travaux de lavage ou de nettoyage ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble occupé par le propriétaire du véhicule ou devant son garage.

Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations de réparation ou de lavage du véhicule doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

Celui qui enfreint ces dispositions, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

Section 7 - Feu et fumées

Art. 30. Sans préjudice des dispositions légales applicables, il est interdit d'incommoder de manière intempestive le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques, ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est également interdit de faire du feu dans les cours et jardins et de détruire par combustion en plein air tous déchets et objet de rebut, en ce compris les déchets verts tels que visés à l'article 26 du présent règlement.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les barbecues sont autorisés dans les jardins privés, et uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Échevins, les barbecues sont interdits sur l'espace public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Section 8 - Logement et campements

Art. 31. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de l'espace public, de loger et /ou dormir dans une voiture, caravane, mobilhome ou un véhicule aménagé à cet effet, ou de camper.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est également interdit d'utiliser comme moyen de logement sur un terrain privé des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes, mobil home ou tout véhicule aménagé à cet effet, pendant plus de 24 heures consécutives.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Section 9 - Lutte contre les animaux nuisibles et/ou dangereux

Art. 32. §1. Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public et dans les lieux publics toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux en ce compris chats, chiens, canards, poissons, pigeons...

La même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble, lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour la propreté, la salubrité et la sécurité publique ou d'attirer notamment insectes, rongeurs et pigeons.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

§2. Les propriétaires ou occupants d'immeubles, doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, ainsi que faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Section 10 - Mesures de prophylaxie

Art. 33. L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public peut être interdit par l'exploitant aux personnes :

- se trouvant en état de malpropreté manifeste ;
- présentant une affection contagieuse pour laquelle le refus d'accès est médicalement justifiable

Toute personne se trouvant dans cette situation qui s'introduit quand même dans ces installations, sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00. Elle pourra, en outre, être expulsée, au besoin par la contrainte, par les services de police.

Section 11 - Affichage

Art. 34. §1^{er}. Sans préjudice du Règlement régional d'urbanisme et des dispositions existant en ces matières, propres aux domaines, matériel et équipements des sociétés de transport en commun, il est interdit d'apposer ou de faire apposer des affiches ou des autocollants à tout endroit de l'espace public ou à tout endroit à ciel ouvert visible depuis l'espace public, sans en avoir reçu l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ou du propriétaire ou occupant des lieux, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées dans cette autorisation.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins prononcera le retrait définitif ou la suspension de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas ces conditions.

§2. Sans préjudice des ordonnances de police du Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, les affiches à caractère électoral peuvent être apposées aux endroits déterminés par l'autorité compétente.

§3. En cas de flagrant délit, outre l'application du §4, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent article devront être enlevés par l'afficheur ou l'éditeur responsable à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité.

§4. Dans tous les cas, outre l'application d'une amende administrative de maximum € 150,00, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent article pourront être enlevés par la police ou un agent habilité aux frais, risques et périls de l'éditeur responsable ou de l'afficheur.

§5. En cas de dommages connexes aux infractions visées par le présent article, le contrevenant sera tenu d'indemniser de tous frais de remise en état le propriétaire des lieux ou l'autorité publique qui aura procédé à la remise en état des lieux.

Art. 35. Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer ou enlever les affiches, tracts ou les autocollants apposés avec l'autorisation de l'autorité, du propriétaire ou de l'occupant des lieux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 35bis : § 1. Toute communication officielle ou publique lors de la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large doit contenir le montant du loyer demandé et des charges communes.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de € 50,00.

§ 2. Les dispositions prévues à l'article 6 du présent règlement ne sont pas applicables aux infractions visées par le présent article.

CHAPITRE III – DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA COMMODITE DU PASSAGE

Section 1 - Attroupements, manifestations, cortèges

Art. 36. Sauf autorisation écrite du Bourgmestre, il est interdit d'organiser et/ou de provoquer des attroupements, manifestations ou cortèges, de quelque nature que ce soit dans l'espace public et d'y participer.

Sans préjudice de l'application de l'article 2 du présent règlement, celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 37. §1. Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, dans l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation écrite du Bourgmestre.

§2. La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs ;
- l'objet de l'événement ;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement ;
- l'itinéraire projeté ;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège ;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement ;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus ;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

§3. Les détenteurs d'une autorisation doivent se conformer aux conditions reprises dans cette autorisation. Si ces conditions ne sont pas respectées, l'autorisation sera immédiatement retirée.

Sans préjudice de l'application de l'article 2 du présent règlement, celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 37bis. Il est interdit de se couvrir le visage dans l'espace public et les lieux accessibles au public au point de rendre l'identification de la personne impossible ou difficile.

Le Bourgmestre peut permettre des exceptions lors de manifestations folkloriques et populaires telles que le carnaval, les processions, les cortèges organisés.

De même, il est interdit de porter une tenue vestimentaire pouvant affecter l'ordre public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Section 2 - Activités incommodantes ou dangereuses sur l'espace public

Art. 38. §1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est formellement interdit d'entamer des travaux sur l'espace public, tant en surface qu'en sous-sol.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative de maximum € 240,00.

§2. Les autorisations conférées en vertu du présent article imposent des mesures de sécurité et de commodité du passage.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative de maximum € 200,00.

§3. Quiconque a exécuté ou fait exécuter des travaux sur l'espace public est tenu de le remettre dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux ou dans l'état précisé dans l'autorisation.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 200,00, celui qui enfreint les dispositions de ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 39. Sans préjudice des dispositions du Règlement Général sur la Protection du Travail et de l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001, l'entrepreneur et le maître de l'ouvrage des travaux exécutés en dehors de l'espace public doivent se conformer aux directives données par le service technique communal en vue d'assurer la sécurité et la commodité du passage sur la voie publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 200,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 40. Il est interdit de se livrer, dans l'espace public et dans les lieux accessibles au public, à tout acte pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, tel que :

1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques, exposer ou abandonner des choses de nature à nuire par leur présence, leur chute ou par des exhalaisons insalubres, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées;
2. laisser tout objet pouvant servir à toute personne mal intentionnée à menacer la sécurité des personnes et des biens ;
3. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques ;
4. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants;
5. faire usage d'armes, notamment à feu ou à air comprimé, excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir ;
6. faire usage, exposer en vente ou distribuer des pièces d'artifice et de pétards, sauf autorisation de l'autorité compétente;

Les armes, munitions, pétards ou pièces d'artifice utilisés en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisis.

En cas de saisie administrative, les objets saisis seront détruits.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 41. Il est interdit:

- d'entraver, même partiellement, l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés ;
- d'être accompagné d'un animal agressif ;
- de se montrer menaçant ;
- d'entraver, même partiellement, la progression des passants.

En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement l'activité.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 42. L'usage de trottinettes, de patins à roulettes ou de planches à roulettes n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons ni la commodité du passage. L'autorité compétente peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

Art. 43. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, sont interdits dans l'espace public et dans les lieux publics, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00 :

- les collectes, les ventes-collectes et les ventes;
- les divertissements quelconques, tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles ou illuminations;
- les prestations artistiques;
- les arts divinatoires.

Les demandes d'autorisation doivent être introduites dans un délai de 10 jours ouvrables précédant l'activité.

En cas de non respect des conditions posées par l'autorisation, le Collège des

Bourgmestre et Echevins pourra prononcer le retrait définitif de cette autorisation.

En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement l'activité.

Art. 44. Les distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les espaces publics sont tenus de ramasser ceux qui seraient jetés par le public.

Il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques :

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur la voie publique ou sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles ;
- de faire usage d'un haut-parleur ;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 45. Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient, d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 46. Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, rencontres sportives ou réunion quelconque autorisés par l'autorité communale.

Il est notamment interdit au public :

- a) de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
- b) de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits ;
- c) de mettre en danger par son comportement la stabilité et/ou la sécurité des installations ou des lieux.

Outre les frais de réparation pour les dommages causés, celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative de maximum € 100,00.

Art. 47. Pendant les concerts publics, les spectacles, offices religieux et autres représentations dûment autorisées, les forains ainsi que les autres usagers de l'espace public doivent, sur simple demande de la police ou d'un agent habilité, cesser toute perturbation sonore de nature à troubler ces manifestations.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 48. Il est interdit de procéder, sans l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, au montage de toute installation provisoire destinée à accueillir le public à l'occasion de toute manifestation culturelle, sportive ou quelconque, quels qu'en soient les matériaux constitutifs ou les techniques de montage ou de fixation au sol, et ce conformément à toute réglementation en vigueur.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 240,00.

Section 3 - Installation de grues

Art. 49. Toute installation d'une grue ou tout autre moyen de levage sur l'espace public est soumise à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins. Sans préjudice des prescriptions réglementaires en matière d'urbanisme, d'environnement et de protection du travail, il est exigé :

1. qu'avant toute mise en service d'une grue et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans un délai d'une semaine avant le montage ou le remontage ;

2. que toute utilisation de grue soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, en deux exemplaires, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche ;
3. que les grues aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement. Quant aux grues montées sur rail, elles seront de plus fixées à ces derniers et leur chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement ;
4. qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue soit, ou bien comprise dans la construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits ;
5. que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue se trouve placée dans la position girouette, sa stabilité ne soit pas réduite ;
6. que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur le domaine public, dans les propriétés privées ou dans l'enclos formé par des palissades. Celles-ci devront au besoin, sur injonction de la police ou d'un agent habilité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier ;
7. qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tous temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue, au bureau de police le plus proche. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier et doit être lisible de la voie publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 250,00, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la fermeture provisoire du chantier à celui qui enfreint les dispositions du présent article.

Section 4 - Occupation privative de l'espace public

Art. 50. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :

1. Toute occupation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou en-dessous du sol, notamment tout objet fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné ;
2. L'installation à tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sans préjudice de l'article 53, sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.

Sans préjudice des dispositions prévues par le code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Sans préjudice du paragraphe précédent, celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 250,00.

Art. 51, §1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit de placer des terrasses de cafés, des étals de commerçants, des menus ou des dispositifs publicitaires sous quelque forme et d'étaler des marchandises sur l'espace public.

Les objets placés ou étalés en contravention avec le présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Sans préjudice de la réglementation en matière d'urbanisme, le Collège des Bourgmestre et Echevins prononcera le retrait administratif de l'autorisation qu'il avait accordée à l'exploitant au cas où ce dernier ne respecterait pas les conditions posées lors de l'octroi de ladite autorisation.

Art. 52. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de suspendre sur les façades avant de bâtiments ou de suspendre à travers la voie publique des calicots, banderoles, guirlandes lumineuses, drapeaux, câbles, appareils et autres connexions émanant d'une initiative privée, sans l'autorisation écrite et préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Cette disposition n'est pas applicable en cas de pavoiement faisant l'objet d'une autorisation générale ou communale.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 53. Sans préjudice des prescriptions des règlements régionaux ou communaux qui l'interdisent explicitement, le placement extérieur d'antennes hertziennes ou paraboliques, réceptrices de radiodiffusion et de télévision ou toute autre installation de réception équivalente, peut être autorisé si les conditions suivantes sont remplies :

1. l'antenne ne peut être visible depuis tout espace accessible au public (rue, piétonnier, parc, etc...) ;
2. l'antenne doit être placée :
 - soit sur les versants arrière des toitures ou les façades arrière des immeubles ;
 - soit dans les jardins, pour autant qu'elle soit dissimulée par la végétation à feuillage persistant ;
 - soit en un autre endroit si elle est dissimulée par des constructions autorisées ;
3. dans les cas visés au point 2 ci-dessus, l'antenne ne peut porter atteinte aux qualités architecturales de l'immeuble ni nuire à l'aspect esthétique général du bâtiment.

Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes et de paraboles doivent constamment en contrôler la parfaite stabilité.

Les antennes ne peuvent jamais être installées en façade avant d'immeuble.

Toute antenne ou toute enseigne lumineuse ou non, qui n'est plus utilisée, devra être enlevée dans les trente jours suivant la cessation de l'usage.

En cas de non-respect des conditions posées dans l'autorisation, le Collège des Bourgmestre et Echevins prononcera le retrait définitif de l'autorisation.

A défaut d'autorisation, le propriétaire ou l'utilisateur sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00. En outre, il est tenu d'enlever l'antenne et/ou la parabole, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 54. Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être taillés de manière à ce que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable.

Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, la police ou un agent habilité pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués au plus tard le huitième jour suivant la notification y relative.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 100,00, celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de remettre aussitôt les choses en état, faute de quoi, la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 55. Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique.

Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets.

Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 56. Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture et qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende

administrative d'un montant maximum de € 80,00.

Art. 57. § 1. Il est interdit d'encombrer de matériaux ou saletés la voie publique aux abords des chantiers et lieux de chargement et de déchargement.

§ 2. Il est interdit de déposer ou d'abandonner des produits, matériaux, engins, conteneurs, élévateurs, échafaudages, après la fin des travaux.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 250,00, celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de remettre aussitôt les choses en état, faute de quoi, la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 5 - De l'utilisation des façades d'immeubles

Art. 58. §1. Tout propriétaire d'immeuble appose de façon visible à front de rue le numéro attribué par la Commune et place par surface occupée un dispositif technique d'avertissement tel qu'une sonnette en parfait état de fonctionnement. Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

§2. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

§3. En cas de changement de numéro, l'ancien devra être masqué ou barré d'un trait noir et ne pourra être maintenu que six mois au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'Administration.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

§4. Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 50,00.

§5. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

Outre les frais de remplacement ou de remise en état, celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 59. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie, la pose :

1° d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment ;

2° la pose de tous signaux routiers ;

3° l'ancrage pour l'éclairage public, les publicités publiques, guirlandes publiques, caméras publiques de surveillance,....

4° de tout dispositif de sécurité.

Les propriétaires, usufruitiers, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils privés dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Section 6 - Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Art. 60. Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, police locale ou fédérale et d'autres services de secours.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 61. Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit. Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 62. Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'Administration communale de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations publiques de toute nature,

les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 62bis. Toute personne sommée par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine est tenue d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé par la Commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 62ter. Il est interdit d'enlever des gazons, terres, pierres ou matériaux dans les lieux appartenant au domaine public de la Commune sans y être dûment autorisé.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 62quater. Il est interdit d'adopter un comportement agressif, par actes contre un bien, soit par actes, gestes ou paroles à l'égard d'une personne. Il est de même interdit de lancer sur une personne ou un bien un objet quelconque de nature à incommoder ou à souiller cette personne ou de nature à dégrader ou à souiller ce bien.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 62quinquies. Il est interdit à ceux qui ne sont ni propriétaires, ni usufruitiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, d'entrer ou de passer sur le terrain d'autrui, d'y laisser passer l'animal sous leur garde, d'y couper ou détruire des récoltes ou toute production de la terre, même sans intention de les voler.

Il est interdit de marauder, de soustraire ou de dérober ou d'endommager sur le terrain d'autrui, des récoltes ou des productions de la terre.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 63. Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires, il est interdit de détenir, de manipuler ou de transporter tout produit dangereux, toxique, explosif ou inflammable.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 64. Le propriétaire sera tenu de prendre des mesures matérielles adéquates afin d'interdire l'accès aux immeubles inoccupés ou terrains non bâtis.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 65. Les clôtures, cloisons, palissades ancrées dans le sol et bordant des terrains non bâtis de même que celles accrochées aux immeubles bâtis doivent être solidement fixées de manière qu'elles ne puissent se renverser ou tomber même par vent violent.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Section 7 - Prévention des incendies

Art. 66. Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en donner immédiatement avis au centre d'appel d'urgence.

Art. 67. Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires et auxiliaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 250,00.

Art. 68. Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

L B

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 69. Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 70. Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

Cela signifie que les neiges, glaces, herbes ou plantes envahissantes, terres, boues ou toute autre matière doivent être dégagées. Cette obligation d'entretien incombe aux personnes visées par l'article 15 de ce règlement, qui sont riverains à une des installations mentionnées dans le §1 de cet article.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 71. Si un événement tel qu'une fête, une manifestation sportive ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, le Bourgmestre pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement.

Art. 72. Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les endroits accessibles au public de déposer, accrocher ou suspendre des objets quelconques pouvant gêner le passage dans des escaliers, dégagements, sorties de secours ainsi que dans les voies qui-y mènent ou de réduire autrement leur largeur ou hauteur.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 73. §1. Tout bâtiment ou construction comprenant plus de deux étages au-dessus du rez-de-chaussée et dont l'accès principal ne donne pas sur la voie publique, doit être accessible aux véhicules de secours. Cette voie d'accès doit permettre la circulation, le stationnement et les manœuvres du matériel utilisé par les services de secours et les sapeurs-pompiers.

§2. Cette voie d'accès doit toujours rester dégagée et aisément accessible.

Il est interdit d'y immobiliser des véhicules ou d'y abandonner des matériaux ou objets quelconques.

§3. Cette voie d'accès sera signalée par tout moyen de signalisation jugé adéquat.

Celui qui enfreint les dispositions du paragraphe 2, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Section 8 - Dispositions particulières à observer par temps de neige ou de gel

Art. 74. Les trottoirs couverts de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants sur les deux tiers de leur largeur avec un minimum de 1 m 50.

La neige doit être déposée en tas sur et au bord du trottoir et ne peut être jetée sur la chaussée. Les avaloirs d'égouts et les caniveaux doivent rester libres.

Ce soin incombe aux personnes visées à l'article 15 du présent règlement, selon les distinctions y établies.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 75. Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées.

Cette obligation incombe aux personnes visées à l'article 15 du présent règlement, selon les distinctions y établies.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 76. Il est interdit sur la voie publique :

- de verser ou de laisser s'écouler de l'eau par temps de gel ;
- d'établir des glissoires ;
- de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

Art. 77. L'épandage de sable ou de tout autre produit dans le but de faire fondre la neige ou le gel sur les marches d'escaliers extérieurs, sur les trottoirs ou sur la

voie publique, ne délie pas les personnes qui y procèdent de leur obligation d'entretien des trottoirs, conformément aux articles 15 et 74 du présent règlement.

Art. 78. Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins et cours d'eau, sans autorisation des autorités compétentes.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Section 9 - Activités et aires de loisir

Art. 79. Les engins mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeux communaux doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.

Les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés ne peuvent pas être utilisés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne chargée de leur surveillance.

Outre les frais de réparation des dommages causés, celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative de maximum € 100,00.

Section 10 - Déménagements, chargements et déchargements

Art. 80. Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h et 7h, sauf autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Ceci ne vise pas les effets personnels lors d'un départ ou retour de voyage.

Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur la voie publique doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne compromettre ni la sécurité ni la commodité du passage, ni la tranquillité publique.

Ces transports, chargements et déchargements ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble ou le garage de l'exploitant ou de l'occupant des lieux.

Sans préjudice d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Art. 81. Il est interdit à la clientèle des surfaces de distribution, d'abandonner les caddies sur l'espace public.

Les exploitants de surfaces de distribution sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition ; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des caddies.

Toute infraction à la présente disposition sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de € 50,00 à charge de l'exploitant mentionné sur les caddies.

CHAPITRE IV – DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

Section 1 - Activités dérangeantes

Art. 82. Le Bourgmestre pourra interdire toute exposition, diffusion et tout commerce de publications et de livres, de moyens audio-visuels et de tout autre objet incitant volontairement à la violence, la haine et/ou en contradiction avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Section 2 - Nuisances sonores

Art. 83. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain et de l'article 561,1° du Code pénal, il est interdit de produire des nuisances sonores de nature à troubler la tranquillité du voisinage entre 22h00' et 07h00'.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 84. La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets sonores quelconques, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons ou récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants :

1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés ;
2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans

bruit.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 85. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, sont interdits dans l'espace public

1. les auditions vocales, instrumentales ou musicales ;
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 86. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, sont interdits les nuisances sonores diurnes de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores produites [entre autres par les cris d'animaux, dans les propriétés privées, dans les établissements accessibles au public ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique] dépasse le niveau de bruit ambiant de la rue.

Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 87. Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

Section 3 - Tondeuses à gazon

Art. 88. Sans préjudice de l'application de l'Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, l'usage de tondeuses à gazon et autres engins de jardinage actionnés par un moteur, est interdit les dimanches et jours fériés légaux. Les autres jours, leur usage est interdit entre 20h et 7h.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 50,00.

Section 4 - Mises au point d'engins

Art. 89. Il est interdit de procéder dans l'espace public à des mises au point bruyantes d'engins à moteur quelle que soit leur puissance.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

Section 5 - Systèmes d'alarme

Art. 90. Les véhicules se trouvant aussi bien dans l'espace public que dans les lieux privés, équipés d'un système d'alarme, ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage.

Le propriétaire d'un véhicule dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin immédiatement.

Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas après le déclenchement intempestif de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Outre les mesures susmentionnées, qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, tout propriétaire d'un véhicule dont l'alarme cause nuisance sans raisons valables, sera puni d'une amende administrative de maximum € 100,00.

Art. 91 L'utilisateur d'un système d'alarme dans un lieu privé dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais. Si le lieu privé est équipé d'une sirène extérieure celle-ci peut à chaque alarme produire des signaux sonores au maximum pendant 3 minutes et pendant 8 minutes maximum uniquement en cas de sabotage du système d'alarme. Lorsque l'utilisateur ne se manifeste pas dans les délais prévus après le déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Outre les mesures susmentionnées, qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, tout utilisateur d'un système d'alarme dans un lieu privé dont l'alarme cause nuisance sans raisons valables, sera puni d'une amende administrative de maximum € 100,00.

Section 6 - Établissements habituellement accessibles au public

Art. 92. §1^{er}. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabaretiers, restaurants, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Si les désordres ou bruits perdurent de manière significative, le Bourgmestre pourra prendre toute mesure qu'il juge utile pour mettre fin au trouble, notamment en ordonnant la fermeture temporaire de l'établissement pour la durée qu'il détermine, et cela durant une période qui ne peut excéder trois mois.

§5. En cas d'infraction au §2 ou au §3 du présent article, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la fermeture administrative de l'établissement, pour la durée qu'il détermine.

§6. Les dispositions du présent article seront rappelées au contrevenant lors de la constatation de l'infraction.

Section 7 - Pollution lumineuse

Art. 93. sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, il est interdit d'utiliser l'espace aérien au-dessus du territoire de la Commune pour émettre ou projeter, soit directement, soit par la réflexion de faisceaux lumineux, de la lumière laser ou assimilée.

Sans préjudice d'autres dispositions réglementaires, chaque exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter la pollution lumineuse.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

CHAPITRE V – DES ESPACES VERTS

Art. 94. Au sens du présent chapitre, par espaces verts, il faut entendre les squares, parcs, jardins publics et d'une manière générale toutes portions de l'espace public situé hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.

Art. 95. Le présent chapitre est applicable à tout usager des espaces verts.

Art. 96. Les heures d'ouverture des parcs et jardins publics sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées.

Si les heures d'ouverture ne sont pas indiquées, l'accès se fait sous la seule responsabilité des usagers entre le coucher et le lever du soleil, ainsi qu'en cas de tempête.

Le Bourgmestre peut ordonner la fermeture en cas de nécessité.

Art. 97. Nul ne peut pénétrer à l'intérieur des parcs et jardins publics en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture visée à l'article 96.

Il est de même interdit d'escalader ou de forcer les clôtures et grillages.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 98. L'entrée dans les parcs et jardins publics et les aires ou terrains de jeux communaux est interdite aux personnes en état d'ébriété, à celles qui ne sont pas vêtues décentement et aux enfants de moins de 7 ans non accompagnés.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 99. Nul ne peut, dans les espaces verts, par quelque comportement que ce soit, gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 100. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des

infractions en matière d'environnement :

§1. Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques.

Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager, et de grimper aux arbres.

§2. L'accès aux pelouses se fait sous la seule responsabilité des usagers.

§3. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut déroger au présent article pour l'organisation d'événements exceptionnels.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 101. Il est défendu de s'introduire dans les espaces verts avec des objets encombrants, des véhicules, motocyclettes et vélos ;

Cette disposition n'est pas applicable pour :

- les vélos, trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes dans la mesure où ils sont utilisés par des enfants et où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers;
- les vélos, trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes aux endroits spécifiquement destinés à cet effet ;
- les véhicules et les vélos des services communaux, de police et de secours ;
- les services d'entretien.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 102. Il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 103. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de souiller les espaces verts, leur mobilier et les monuments de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 104. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature, et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement :

§1^{er}. Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de sport, de jeux et les pelouses, sauf aux endroits spécifiquement prévus à cet effet.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

§2. Sauf autorisation du Bourgmestre, il est interdit d'introduire des animaux dangereux ou des objets encombrants dans les espaces verts.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

§3. Les animaux doivent être tenus par tous moyens appropriés, et au minimum par une courte laisse.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

§4. Sans préjudice de l'application des articles 7 et 103 du présent règlement, les personnes accompagnées d'un chien sont tenues de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 180,00, celui qui enfreint ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§5. Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur les espaces verts et les étangs toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux tels que chats, chiens, canards, poissons, pigeons...

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 80,00.

Art. 105. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de pêcher sauf autorisation.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 106. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement; il est interdit de capturer des oiseaux et de détruire les nids, d'importuner tous autres animaux se trouvant dans les lieux publics.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 107. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de faire du feu sans autorisation dans les lieux publics et les espaces accessibles au public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 108. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit d'apposer des panneaux ou affiches publicitaires dans les espaces verts ou d'utiliser tout autre moyen de publicité commerciale sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins. Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 109. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature et de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est interdit de loger ou dormir dans une tente ou n'importe quel véhicule, caravane ou mobil home dans les espaces verts.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 110. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, aucune activité collective de nature festive, sportive et/ou culturelle ne peut avoir lieu dans les parcs et jardins publics.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 111. Toute personne qui refuse de tenir compte des observations faites par toute personne habilitée en vertu du présent règlement, pourra être expulsée des espaces verts.

CHAPITRE VI – DES ANIMAUX

Art. 112. Les animaux doivent être maintenus par tout moyen, et au minimum par une courte laisse.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 113. Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ;
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant sur l'espace public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 114. Il est interdit sur l'espace public :

1. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés ; cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
2. de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de

santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

3. de laisser divaguer tout animal ; les animaux divagants pourront être saisis et mis en fourrière aux frais, risques et périls du propriétaire ou de celui qui en a la garde ;
4. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes ; cette disposition est également applicable dans les parkings accessibles au public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 150,00.

Art. 115. Sauf autorisation du Bourgmestre, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 250,00.

Art. 116. Sans préjudice de l'application de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, il est interdit d'organiser, d'encourager ou de participer à tout combat d'animaux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 117. §1. Sans préjudice de l'application de l'article 7 du présent règlement, les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des bouches d'égouts et des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum € 180,00, celui qui enfreint ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps d'au moins deux sachets ou d'objets similaires pour éliminer les déjections de l'animal. Ces sachets ou objets doivent être jetés dans les poubelles installées le long de la voie publique ou dans les poubelles situées sur le site fréquenté par l'animal. Ces sachets ou objets similaires devront être présentés sur toute demande d'une personne habilitée ou de la police.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 118. A l'exception des chiens assistant des moins valides, il est interdit d'introduire un animal quelconque dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement interne affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 119. Sans préjudice des dispositions régionales et fédérales, il est interdit, même pour la boucherie ou l'accomplissement d'un rite religieux :

- de détenir dans les habitations du bétail destiné à l'abattage ;
- de procéder à l'abattage des animaux dans les habitations ;
- de livrer, vendre, présenter à la vente sur la voie publique du bétail destiné à l'abattage ;
- de transporter du bétail sans autorisation.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 200,00.

Art. 120. Sans préjudice des dispositions régionales et fédérales, la détention d'animaux sauvages ou exotiques doit faire l'objet d'une déclaration préalable et écrite au Bourgmestre.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 121. Sans préjudice des dispositions de l'article 104 §2 du présent règlement, il est interdit de détenir tout animal considéré comme dangereux en dehors des cirques.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 122. Abrogé par le Conseil communal du 18 février 2009.

Art. 123. Les animaux qui présentent un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes, des autres animaux ou pour la sécurité des biens, peuvent être soustraits à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur par un agent de police pour les nécessités du maintien de la sécurité et de la tranquillité publique.

La confiscation se fait aux frais, risques et périls du propriétaire, du possesseur ou du détenteur de l'animal.

CHAPITRE VII – SANCTION DE DISPOSITIONS PENALES

Art. 123bis. Toute personne ayant commis une infraction visée aux articles 327 à 330, 398, 448, 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559/1, 561/1, 563/2 et 3 du Code pénal sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de € 250,00.

Ces articles visent notamment les comportements suivants :

- menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés et fausses informations relatives à des attentats graves ;
- vol simple ;
- destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art ;
- destruction et dévastation d'arbres et de greffes.

CHAPITRE VIII – DU COMMERCE AMBULANT

Section 1 - Marchés

Art. 124. Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un marché, si ce n'est aux endroits, jours et heures désignés par le Conseil communal.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Art. 125. Les commerçants qui exercent leur activité à l'aide d'un véhicule ne peuvent porter atteinte à la sécurité publique et la commodité du passage, à la tranquillité publique, à la propreté publique ni à la salubrité publique.

Sans préjudice de l'article 33 de l'Arrêté Royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, ces commerçants ne pourront pas faire usage, pour informer la clientèle de leur passage, de moyens sonores pouvant porter atteinte à la tranquillité publique.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

Section 2 - Braderies, brocantes, kermesses, foires

Art. 126. Sans préjudice du Règlement communal applicable en la matière, il est interdit :

1. d'organiser une braderie, une brocante, une kermesse ou d'exploiter un métier forain sur l'espace public ou sur un terrain privé accessible au public sans autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
2. d'installer une braderie, une brocante, une kermesse, un métier forain ou de maintenir son installation en dehors des endroits et dates prévus pour chaque braderie, brocante, kermesse ou fête foraine, par l'autorité compétente, ainsi que dans les cas où cette dernière ordonne le retrait de la concession ou de l'autorisation ;
3. aux exploitants d'installer leurs véhicules ailleurs qu'aux emplacements désignés par l'administration.

Les braderies, les brocantes, les kermesses, les métiers forains et les véhicules placés en infraction avec la présente disposition devront être déplacés à la première injonction de la police, faute de quoi il y sera procédé par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de € 100,00.

CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Art. 127. Sont abrogées, à dater de l'entrée en vigueur du présent règlement général de police, les précédentes délibérations relatives au règlement général de police adoptées par le Conseil Communal.

Art. 128. Des expéditions du présent règlement seront adressées à l'Autorité de Tutelle et au Ministère des Classes Moyennes, conformément à l'article 10 § 1 de la loi du 25 juin 1993.

Algemeen Politierglement – Wijziging
DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119bis betreffende de toepassing van de administratieve sancties;
Gelet op de wet van 7/05/2004 tot wijziging van de wet van 8/04/1965 betreffende de jeugdbescherming en de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17/06/2004 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 20/07/2005 houdende diverse bepalingen (namelijk Titel IV, Hoofdstuk II – Gemeentelijke administratieve sancties);
Gelet op de wet van 25/01/2007 tot bestraffing van graffiti en van beschadiging van onroerende eigendommen en tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het Algemeen politierglement goedgekeurd door de gemeenteraad van Sint-Agatha-Berchem van 1 september 2005; ...
Gelet op de voorstellen van de werkgroep gelast met het opvolgen van het Algemeen politierglement voor de Politiezone Brussel-West 5340;
Gezien het in het belang is van de gemeenten van de Politiezone Brussel-West 5340 een Algemeen Politierglement aan te nemen waarbij de tekst zo gelijkaardig mogelijk is, zonder te raken aan de gemeentelijke autonomie;
Gezien het noodzakelijk is om het Algemeen Politierglement aan te passen naar aanleiding van wetswijzigingen;
Gezien het noodzakelijk is om het Algemeen Politierglement aan te passen aan de noden van het terrein alsook om de leesbaarheid van de tekst te verbeteren en om de nauwkeurigheid ervan te waarborgen; ...
Gezien het advies van het College van politie van 15/10/2008 en 13/11/2008;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De wijzigingen van het Algemeen politierglement toegevoegd aan deze beraadslaging worden goedgekeurd.

ALGEMEEN POLITIEREGLEMENT COÖRDINATIE

HOOFDSTUK I – ALGEMENE BEPALINGEN

Art. 1. Voor de toepassing van dit reglement, wordt onder « openbare ruimte » verstaan:

1. de openbare weg, met inbegrip van de rijweg, de berm en de voetpaden, de fietspaden, de voetgangersbruggen, ondergrondse doorgangen voor voetgangers, wegen en erfdienstbaarheden. Anders gezegd, elke weg open voor het publiek, zelfs als hij op een privé-eigendom ligt;
2. elke andere inrichting zoals de parken, openbare tuinen, pleinen en speelterreinen, begraafplaatsen en privé-parkings die toegankelijk zijn voor het publiek.

Art.1 bis. Alleen de gemeentelijke overheid heeft tot taak het voorzien ten behoeve van de inwoners in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen.

Behoudens uitdrukkelijke toelating door de Burgemeester, is het verboden om maatregelen te nemen, met name door het plaatsen van gelijk welke voorzieningen, bedoeld om een of meer personen te hinderen of om de openbare orde te verzekeren of te herstellen. Dit verbod geldt zowel voor openbare als voor privé-gelegenheden.

Behoudens toepassing van een administratieve boete van maximum € 250,00 moeten de voorzieningen die in weerwil van dit artikel geplaatst zijn, op eerste vraag van de politie of van een bevoegd ambtenaar verwijderd te worden, zoniet behoudt de Gemeente zich ambtshalve het recht voor om ze weg te halen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 2. § 1. De in dit reglement beoogde machtigingen worden verleend ten precaire en herroepbare titel, onder de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel die de verantwoordelijkheid van de Gemeente niet bindt.

Ze kunnen op ieder moment ingetrokken worden wanneer het algemene belang het vereist.

Ze kunnen ook geschorst of ingetrokken worden door het college van burgemeester en schepenen wanneer de houder een overtreding begaat tegen dit reglement, in overeenstemming met artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet voorziene procedure.

§ 2. De begunstigten moeten zich strikt houden aan de voorschriften van de vergunningsakte en erop toezien dat het voorwerp ervan geen schade kan berokkenen aan anderen, noch de openbare veiligheid, rust, gezondheid of netheid in het gedrang kan brengen.

De Gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die kan voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit die door de machtiging beoogd wordt.

§ 3. Wanneer de machtigingsakte betrekking heeft op:

- een activiteit of een evenement in een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet de akte zich op de bedoelde plaats bevinden;
- een activiteit op de openbare ruimte of een ingebruikneming ervan, moet de begunstigde deze bij zich hebben tijdens de activiteit of de ingebruikneming.

§4. De vergunningen die in dit artikel bedoeld zijn, moeten origineel zijn of tenminste een goede en volledig leesbare kopie, en moeten getoond worden op elk verzoek van de politie of van een bevoegde ambtenaar. Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een boete van maximum € 150,00.

Art. 3. Wanneer de openbare veiligheid, netheid, gezondheid of rust in het gedrang komen door situaties waarvan de oorzaak bij privé-eigendommen ligt, zal de Burgemeester de nodige besluiten nemen.

De eigenaars, huurders, bezetters of de personen die er op gelijk manier verantwoordelijk voor zijn, moeten er zich naar schikken.

In geval van weigering van of vertraging bij de uitvoering van de bij voornoemde besluiten voorgeschreven maatregelen, alsook indien het onmogelijk is deze aan de betrokkenen te betekenen, kan de Burgemeester er ambtshalve toe doen overgaan, op risico van de in gebreke blijvende partijen, die de kosten hoofdelijk moeten dragen.

Art. 4. De persoon die de voorschriften van de bepalingen van dit reglement niet naleeft, is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die eruit zou kunnen voortvloeien.

De Gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de bij dit reglement voorgeschreven bepalingen.

Art. 5. §1. Ieder persoon die zich in de openbare ruimte bevindt of in een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet zich onmiddellijk schikken naar de bevelen of verzoeken van de politie of van gemachtigde ambtenaren, met het oog op:

1. de vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of gezondheid;
2. de vergemakkelijking van de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan personen in gevaar;
3. het doen naleven van de wetten, reglementen en besluiten.

Deze verplichting is eveneens van toepassing op personen die zich in een privé-eigendom bevinden, wanneer de politieambtenaar of een gemachtigde ambtenaar het betreden heeft op verzoek van de bewoners of in geval van brand, overstroming of een hulpoproep

§2. Het is verboden een gebrek aan respect te tonen of zich agressief op te stellen via woorden of daden, jegens elke persoon die bevoegd is om de wetten en reglementen te laten naleven.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 6. De bij dit reglement voorgeschreven bedragen van administratieve geldboetes vormen maxima, de boeten zullen worden opgelegd in verhouding tot de ernst van de feiten. Toch kunnen ze in geval van herhaling binnen de drie jaar na de oplegging van een administratieve geldboete, verhoogd worden boven de in dit reglement voorziene bedragen zonder dat deze boetes het wettelijke voorziene maximum mogen overschrijden.

De duur van de administratieve sancties die door het College van Burgemeester en Schepenen zijn aangenomen, kan verlengd worden in geval van herhaling binnen de twaalf maanden volgend op de oplegging van de sanctie.

Art 6bis. De maximale van de administratieve boeten voorgeschreven door het

huidig reglement worden gehalveerd indien de inbreuken begaan zijn door minderjarigen, die minstens 16 jaar zijn, zonder dat ze ooit het wettelijke voorziene maximum mogen overschrijden.

Art. 6ter. De bepalingen die in dit reglement voorzien zijn, worden toegepast onverminderd de verplichting om de belastingen en retributies te betalen die krachtens een beslissing van de gemeenteraad geheven worden.

HOOFDSTUK II – DE OPENBARE NETHEID EN GEZONDHEID

Afdeling 1 - Netheid van de gemeente

Art. 7. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden ieder voorwerp of iedere plaats van de openbare ruimte te bevuilden of te beschadigen op gelijk welke manier, door eigen toedoen of door toedoen van de personen, dieren of zaken waarop men toezicht of waarover men zeggenschap heeft, zoals:

1. de openbare ruimte in het algemeen;
2. ieder voorwerp van algemeen nut of ieder voorwerp voor de versiering van de openbare ruimte;
3. ieder onderdeel van het straatmeubilair;
4. galerijen en doorgangen op private grond, die voor het publiek toegankelijk zijn;
5. openbare gebouwen en privé-eigendommen, met inbegrip van gevels, muurtjes, hekken en diverse bouwelementen die aan de openbare ruimte grenzen;
6. voertuigen van derden.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 200,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 8. Behoudens voorafgaande machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen, is het verboden gelijk welke tekens of opschriften met gelijk welk product, op de openbare weg, aan te brengen.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art 9. §1. Het is verboden te bevuilden, krassen aan te brengen, te beschadigen, te schrijven of te tekenen, op gevels, omheiningen, privé-eigendommen, openbare gebouwen, monumenten, voertuigen, straatmeubilair, voorwerpen van algemeen nut of voor de versiering van de openbare ruimte net als op het groen.

Het is verboden een voertuig op groenbeplanting te laten stoppen. Het is eveneens verboden met een voertuig op groenbeplanting rond te rijden.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 150,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Het is tevens verboden ze met tags of graffiti (fresco's) te bedekken. Voor de toepassing van deze bepaling, moet onder tag worden verstaan alle gecodeerde en/of gestileerde handtekeningen, en onder graffiti of fresco's het naast elkaar plaatsen van uitgewerkte tekeningen, teksten en/of symbolen (kleuren, schaduwen, weerspiegelingen,...).

De inbreuken op de bepalingen van deze paragraaf zijn strafbaar met een gevangenisstraf van 1 tot 6 maanden en een politieboete van € 26,00 tot € 200,00 die verhoogd wordt met opdecimen, of één van deze straffen. Diegene die deze bepaling overtreedt moet de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 10. De verkopers van voedingsproducten die onmiddellijk in plaatsen toegankelijk voor het publiek en buiten worden verbruikt, dienen ervoor te zorgen dat hun klanten de openbare ruimte rond hun handelszaak niet bevuilden.

Zij moeten onder meer voldoende afvalrecipiënten plaatsen, die duidelijk zichtbaar en goed bereikbaar zijn, tijdig deze recipiënten ledigen en het zwerfvuil dat afkomstig is van hun handel opruimen en de onmiddellijke nabijheid van hun handel schoonmaken.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet de verkoper die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 11. Het is verboden het vuil naar buiten te vegen vanuit werven, privé-eigendommen en openbare gebouwen.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet de artikel 15 §1 bedoelde persoon die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 12. Het is verboden te spuwen, te urineren of uitwerpselen achter te laten op de openbare ruimte evenals in de openbare plaatsen, de galerijen en passages op privé-gebied die voor het publiek toegankelijk zijn, behalve op de plaatsen die daarvoor bestemd zijn.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 150,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 13. Het is verboden vuilniszakken, recipiënten en containers te doorzoeken, te verplaatsen, te beschadigen en de inhoud ervan over de openbare ruimte te verspreiden.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 14. Het is verboden ieder voorwerp dat stof of ieder ander poederkruisvormige materie kan veroorzaken, uit te kloppen of uit te schudden, eender waar op en/of boven de openbare weg, op niet-bebouwde terreinen op minder dan 100 meter van woningen, in eender welk deel van een gebouw.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 80,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Afdeling 2 - Voetpaden, bermen en onderhoud van eigendommen

Art. 15. §1 De voetpaden en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen dienen te worden onderhouden en proper te worden gehouden. Deze verplichtingen komen ten laste van:

1. voor bewoonde gebouwen, de bezetters van het gebouw of de personen die belast zijn met het onderhoud van de gebouwen;
2. voor gebouwen zonder woonfunctie: op de conciërges, portiers, bewakers of de personen die belast zijn met het onderhoud van de gebouwen;
3. voor leegstaande gebouwen of onbebouwde terreinen: op iedere houder van een reëel recht op het gebouw, met name eigenaar, vruchtgebruiker, erfpachter, opstalhouder, titularis van een gebruiksrecht, recht van bewoning of erfdiensbaarheid, of de huurders.

Deze verplichtingen omvatten onder andere het verwijderen van onkruid en planten, van vervuilende en/of glijdende producten en/of materialen.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 80,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Voetpaden en bermen mogen enkel schoongemaakt worden op de meest aangewezen tijdstippen om de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust niet in het gedrang te brengen.

Het mag in geen geval gebeuren tussen 22u en 7u.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 16. Het is verboden voor aannemers van bouwwerken en vervoerondernemers de openbare weg in de directe omgeving van hun werven of hun laad- en losplaatsen met vuil te versperren.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 200,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Afdeling 3 - Gezondheid van gebouwen en terreinen

Art. 17. §1. De goede staat van de onbebouwde terreinen en onbebouwde gedeelten van eigendommen moet op ieder moment gewaarborgd zijn door de in artikel 15 §1 bedoelde personen, wat inhoudt dat ervoor dient gezorgd te worden dat de begroeiing er noch de openbare netheid noch de openbare veiligheid bedreigt en dat het afval verwijderd wordt.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 150,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden, op deze terreinen opslagplaatsen op te richten, al zijn deze slechts tijdelijk, en er afbraakmateriaal, steengruis, machines, voertuigen, huisvuil, of gelijk welke materialen of voorwerpen neer te zetten of achter te laten.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 150,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 18. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden hinderlijke of schadelijke goederen die de openbare hygiëne, veiligheid of gezondheid kunnen schaden, op te stapelen, te lozen, weg te gooien, achter te laten, of te laten staan in een gebouw of in een gebouw dat gebouwd wordt.

Iedere gebruiker van een gebouw zal erop toezien dat geen enkel voorwerp, wasgoed of roerend goed dat de openbare netheid, gezondheid of de veiligheid in het gedrang zou kunnen brengen, geplaatst, gehangen of opgehangen wordt op de terrassen en balkons die zich aan de straatkant bevinden.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 150,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 19. §1. De eigenaars van onroerende goederen moeten ervoor zorgen dat deze evenals de roerende goederen en de installaties waarmee ze uitgerust zijn, perfect in stand gehouden worden, onderhouden worden, perfect functioneren op het vlak van gezondheid, netheid en veiligheid, en ze moeten de elementaire hygiënische maatregelen naleven.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

§2. Al wie bedoeld wordt in paragraaf 1 van dit artikel, is eveneens verplicht zich te schikken naar artikel 64 van dit reglement.

§3. Wanneer deze onroerende goederen niet conform zijn met de voorgeschreven reglementen of ze gevaar en schade kunnen veroorzaken, of besmettelijke ziektes kunnen verspreiden, kan de Burgemeester een besluit nemen dat hetzij saneringsmaatregelen, hetzij maatregelen om de gezondheid of de openbare veiligheid te herstellen, oplegt. Indien er niet voldaan wordt aan de bepalingen van het besluit van de Burgemeester, kunnen de werkzaamheden door de Gemeente worden uitgevoerd op kosten en op risico van de overtreder.

Afdeling 4 - Wateroppervlakten, waterwegen, leidingen

Art. 20. Onverminderd de toepassing van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren, de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden de leidingen bestemd voor de werking van fonteynen of voor de afvoer van regen- of afvalwater te verstoppelen.

Het is ook verboden er huisvuil, slijk, zand, enige materie, voorwerpen, dode dieren of gelijk welke substanties die een obstructie in de leidingen kunnen veroorzaken in uit te gieten.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde

brenge, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 21. Onverminderd de toepassing van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren, de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden, behoudens machtiging:

1. de riolen op de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen, op straffe van een administratieve boete van maximum € 100,00;
2. op de riolen in de openbare ruimte aansluitingen aan te brengen, op straffe van een administratieve boete van maximum € 200,00.

Het verbod is niet van toepassing op het vrijmaken van kolken rioolmonden als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 22. Onverminderd de toepassing van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren, de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden regenwater dat afkomstig is van bebouwde eigendommen op de openbare ruimte, te laten afvloeien.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 23. Onverminderd de toepassing van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren, de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden afvalwater of ongezonde stoffen op het voetpad te doen afvloeien.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 24. Onverminderd de toepassing van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren en de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden het ijs dat zich gevormd heeft op stilstaand water en waterwegen, riolen en rioolmonden te vervuilen en door er gelijk welk voorwerpen, of gelijk welke substanties op te werpen of te gieten.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 25. Onverminderd de toepassing van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren, de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden te bevuilen of te baden in rivieren, kanalen, vijvers, bassins, fontein, er dieren in te laten baden of er gelijk welk voorwerp in te wassen of in onder te dompelen.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Afdeling 5 - Verwijdering van bepaalde afvalstoffen

Art. 26. §1. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing onverminderd de bepalingen van het agglomeratiereglement van 15 juli 1993 betreffende de

verwijdering van afval door middel van ophalingen. Het huishoudelijk afval en de voorwerpen of stoffen die bestemd zijn voor de selectieve ophalingen die door het Gewest georganiseerd worden, moeten bij de ophaling volgens de voorschriften van het agentschap Net Brussel worden opgesteld.

§2. Het gebruik van recipiënten die door de openbare diensten of met hun goedkeuring op de openbare ruimte worden geplaatst, is strikt voorbehouden aan de personen en voorwerpen die ze hebben bepaald. Het is verboden er andere voorwerpen of afval, zoals huisvuil in te deponeren.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

§3. De plaatsen die door de Gemeente eventueel voorbehouden worden voor de ophaling van het groenafval van de inwoners van de Gemeente, moeten volledig proper worden gehouden.

Het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden.

§4. Onder "groenafval" verstaat men het afval afkomstig van het onderhoud van tuinen en groene ruimten of composteerbaar of biologisch afbreekbaar huishoudafval, uitgezonderd het recycleerbaar afval waarvoor gescheiden ophalingen georganiseerd worden.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 27. Opgeheven door de Gemeenteraad van de 1^{ste} september 2005.

Art. 28. Het ledigen van beerputten en septische putten, het vervoer en de verwijdering van hun inhoud mag enkel gebeuren door een onderneming die volgens de reglementering ter zake erkend is.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Afdeling 6 - Onderhoud en schoonmaak van voertuigen

Art. 29. §1. Het is verboden op de openbare ruimte het onderhoud, herstellingen aan het koetswerk, de smering, olieverversing of herstelling van voertuigen of van stukken van deze voertuigen in de openbare ruimte uit te voeren of te laten uitvoeren, met uitzondering van herstellingen die uitgevoerd worden vlak nadat het defect zich heeft voorgedaan, voor zover het gaat om zeer beperkte ingrepen bedoeld om het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of weggesleept te worden.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 200,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Het wassen van voertuigen, met uitzondering van voertuigen voor het al dan bezoldigd goederenvervoer of gezamenlijke vervoer van personen, is toegelaten op de openbare ruimte op de tijdstippen van de dag die het best verenigbaar zijn met de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust; het mag in geen geval tussen 22 uur en 7 uur gebeuren.

Het wassen en reinigen mag enkel uitgevoerd worden vóór het gebouw waarin de eigenaar van het voertuig woont of voor zijn garage.

De producten en het gereedschap voor het herstellen of het wassen van het voertuig moeten zorgvuldig verzameld worden zodat de doorgang van de voetgangers en de weggebruikers niet wordt gehinderd.

Diegene die deze bepalingen overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

Afdeling 7 - Vuur en rook

Art. 30. Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn, is het verboden de buurt ongelegen te hinderen met rook, geuren of uitwasemingen van gelijk welke aard, alsook met stof of projectielen van gelijk welke aard.

Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen is het eveneens verboden vuur te maken op binnenplaatsen en in tuinen, en in open lucht enig afval en schroot te verbranden, met inbegrip van groenafval zoals beoogt bij artikel 26 van dit reglement.

Onverminderd het eerste lid is barbecueën toegelaten in privé-tuinen en enkel als er gebruik wordt gemaakt van vaste of verplaatsbare barbecuestellen.

Behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen, zijn barbecues op de openbare ruimte verboden.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een

administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Afdeling 8 - Overnachting en kamperen

Art. 31. Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen is het verboden op het gehele grondgebied van de Gemeente en op iedere plaats van de openbare ruimte in enig voertuig, caravan, mobilhome of een daartoe ingericht voertuig te verblijven en/of te slapen, of er te kamperen.

Behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen, is het eveneens verboden meer dan 24 uur onafgebroken op een privé-terrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woon- en aanhangwagen, een caravan, een mobilhome of een daartoe ingericht voertuig, behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Afdeling 9 - Strijd tegen schadelijke en/of gevaarlijke dieren

Art. 32. §1. Het is verboden op de openbare ruimte en op openbare plaatsen allerlei voedsel voor dieren, met inbegrip van katten, honden, eenden, vissen, duiven... achter te laten, neer te leggen of weg te werpen.

Hetzelfde verbod is van toepassing op privé-wegen, binnenplaatsen of andere delen van een gebouw, wanneer deze praktijk de netheid, gezondheid en openbare veiligheid in het gedrang dreigt te brengen, of met name insecten, knaagdieren en duiven dreigt aan te trekken.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

§2. De eigenaars of bezetters van gebouwen moeten de plaatsen waar duiven zouden kunnen nestelen permanent afschermen, alsook bevuilde gebouwen laten schoonmaken en ontsmetten.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Afdeling 10 - Preventiemaatregelen

Art. 33. De toegang tot cabines, stortbaden of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, kan verboden worden door de uitbater voor personen:

- die duidelijk niet zindelijk zijn;
- die een besmettelijke aandoening vertonen waarvoor de weigering van de toegang medisch verantwoord is.

Iedere persoon in deze toestand die zich toch toegang verschaft tot deze gelegenheden, wordt bestraft met een administratieve boete van maximum € 150,00. Bovendien mag hij uitgedreven worden door de politiediensten, zo nodig met een dwangbevel.

Afdeling 11 - Aanplakking

Art. 34. § 1 Onverminderd het gewestelijk stedenbouwkundig reglement en de bestaande bepalingen met betrekking tot de domeinen, het materiaal en de uitrusting van de openbare vervoersmaatschappijen, is het verboden affiches of zelfklevers aan te brengen of te laten aanbrengen gelijk waar op de openbare ruimte of op gelijk welke plaats in openlucht die zichtbaar is van op de openbare ruimte, zonder er de toelating van het College van Burgemeester en Schepenen of van de eigenaar of gebruiker van het goed voor te hebben gekregen, of zonder zich te schikken naar de voorwaarden die door de bevoegde overheid in de machtigingsakte zijn vastgesteld.

Het College van Burgemeester en Schepenen zal de definitieve intrekking of schorsing van de machtiging bevelen als de houder ervan deze voorwaarden niet naleeft.

§ 2. Onverminderd de politieverordeningen van de Gouverneur van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad kunnen de verkiezingsaffiches aangebracht worden op de plaatsen vastgesteld door de bevoegde overheid.

§ 3. In geval van betrapting op heterdaad, ongeacht de toepassing van §4, moeten de affiches of zelfklevers, geplaatst in overtreding met dit artikel, door de aanbrenner of de verantwoordelijke uitgever op simpele vraag van de politie of van een bevoegd persoon verwijderd worden.

§4. In alle gevallen, ongeacht het opleggen van een administratieve boete van maximum € 150,00, kunnen de affiches of zelfklevers die in strijd met dit artikel aangebracht werden, verwijderd worden door de politie of een bevoegd persoon op kosten en risico van de verantwoordelijke uitgever of van de persoon die de affiches heeft aangebracht.

§ 5. Ingeval van schade die verband houdt met de inbreuken die door dit artikel beoogd worden, moet de overtreder de eigenaar van het betrokken goed of de overheid die overgegaan is tot het herstel in de oorspronkelijke staat, vergoeden voor alle kosten voor dit herstel in de oorspronkelijke staat.

Art. 35. Het is verboden de affiches, pamfletten of zelfklevers te bevuilen, te bedekken, te beschadigen, te veranderen, of te verwijderen ongeacht of ze al dan niet met toelating van de overheid, eigenaar of gebruiker van het goed werden aangebracht.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 35bis § 1. Elke officiële of openbare mededeling bij de verhuring van een goed dat bestemd is voor bewoning in de ruime zin, moet het bedrag van de gevraagde huur en van de gemeenschappelijke lasten bevatten.

Elke inbreuk op dit artikel wordt bestraft met een administratieve boete van € 50,00.

§2. De bepalingen van artikel 6 van dit reglement, zijn niet van toepassing op de inbreuken die door dit artikel beoogd worden.

HOOFDSTUK III – DE OPENBARE VEILIGHEID EN DE VLOTTE DOORGANG

Afdeling 1 - Samenscholingen, betogingen, optochten

Art. 36. Behoudens geschreven machtiging van de Burgemeester is het verboden in de openbare ruimte samenscholingen, betogingen of optochten van gelijk welke aard te organiseren en/of te veroorzaken en eraan deel te nemen.

Onverminderd de toepassing van artikel 2 van dit reglement, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 37. §1. Iedere samenschooling, betoging of optocht van gelijk welke aard in de openbare ruimte of galerijen en passages op privé-eigendom dat voor het publiek toegankelijk is, is aan de schriftelijke machtiging van de Burgemeester onderworpen.

§2. De vergunningsaanvraag moet minstens tien werkdagen voor de voorziene datum schriftelijk aan de Burgemeester gericht worden en moet de volgende elementen bevatten:

- de naam, het adres en het telefoonnummer van de organisator(en);
- het voorwerp van het evenement;
- de datum en het tijdstip van de bijeenkomst;
- de geplande route;
- de plaats en het tijdstip waarin voor het einde van het evenement is voorzien, en in voorkomend geval, de ontbinding van de optocht;
- in voorkomend geval, of er een meeting wordt gehouden op het einde van het evenement;
- de raming van het aantal deelnemers en de vervoermiddelen waarin voorzien is;
- de ordemaatregelen waarin door de organisatoren voorzien is.

§3. De houders van een machtiging moeten zich schikken naar de voorwaarden vervat in de machtiging. Het niet naleven van de voorwaarden brengt het onmiddellijke verval van de machtiging met zich mee.

Onverminderd de toepassing van artikel 2 van dit reglement, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 37bis. Het is verboden in de openbare ruimte en op de plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek het gelaat volledig te bedekken zodanig dat de identificatie van de persoon onmogelijk of moeilijk is.

De Burgemeester kan uitzonderingen toestaan tijdens folkloristische en volkse manifestaties, bijvoorbeeld carnaval, processies, georganiseerde stoeten.

Bovendien is het verboden kledij te dragen die de openbare orde kan storen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Afdeling 2 - Hinderlijke of gevaarlijke activiteiten in openbare ruimten

Art. 38. §1. Behoudens vergunning van het College van Burgemeester en Schepenen, is het uitdrukkelijk verboden werkzaamheden te starten op de openbare ruimte, zowel aan de oppervlakte als onder de grond.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 240,00.

§2. De machtigingen die krachtens dit artikel werden verleend, leggen maatregelen op voor de veiligheid en de vlotte doorgang.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

§3. Iedere persoon die werkzaamheden op de openbare ruimte uitvoert of laat uitvoeren, is ertoe gehouden die te herstellen in de staat waarin ze zich voor de uitvoering van de werkzaamheden bevond of in de staat die in de machtiging vermeld is.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 200,00 moet diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 39. Onverminderd de bepalingen van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming en het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001, moeten de aannemer en de opdrachtgever van de werkzaamheden die niet op de openbare ruimte worden uitgevoerd, de richtlijnen van de gemeentelijke technische dienst naleven om de veiligheid en de vlotte doorgang op de openbare weg te vrijwaren. Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 200,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde te brengen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 40. Het is verboden in de openbare ruimte, op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn enige handeling uit te oefenen die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals:

1. gelijk welke voorwerpen wegwerpen, gooien of voortstuwen, plaatsen of achter te laten die kunnen schaden door hun aanwezigheid, val of ongezonde uitwasemingen, behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen; deze bepaling is niet van toepassing op sportdisciplines en spelen die in aangepaste installaties worden uitgeoefend;
2. enig object achter te laten dat gebruikt kan worden door enige persoon met slechte intenties om de veiligheid van personen en goederen te bedreigen;
3. klimmen op afsluitingen, in bomen, op palen, op gelijk welke constructies of installaties;
4. gewelddadige of lawaaierige spelen of oefeningen uitvoeren;
5. gebruik maken van wapens, in het bijzonder van vuurwapens of wapens met samengeperste lucht, uitgezonderd in stands die daarvoor een machtiging hebben of in schietkramen op kermissen;
6. gebruik maken, te koop stellen of verdelen van vuurwerk en van knallers, behoudens machtiging van de bevoegde overheid;

Wapens, munitie, vuurwerk of knallers gebruikt in strijd met bovenvermelde bepalingen zullen in beslag worden genomen.

In geval van een administratieve inbeslagname, zullen de in beslag genomen voorwerpen worden vernietigd.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 41. Het is verboden:

- de toegang tot openbare of private gebouwen of bouwwerken ook al is dit maar gedeeltelijk te belemmeren;
- van een agressief dier vergezeld te zijn;
- zich dreigend op te stellen;
- de doorgang van voorbijgangers ook al is dit maar gedeeltelijk te verhinderen.

In geval van overtreding van dit artikel kan de politie of de gemachtigde ambtenaar de activiteit onmiddellijk doen stopzetten

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 42. Het gebruik van steps, rolschaatsen of skateboards is enkel toegelaten op voorwaarde dat de veiligheid van de voetgangers noch de vlotte doorgang in het gedrang wordt gebracht. De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

Art. 43. Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen

zijn verboden in de openbare ruimte en in openbare plaatsen op straffe van een administratieve geldboete van maximum € 100,00 :

- inzamelingen, verkoopinzamelingen en verkopen ;
- gelijk welke evenementen zoals fuiven, bals, tentoonstellingen, spektakels of feestelijke verlichting;
- artistieke prestaties;
- divinatoire kunsten.

De aanvragen van de machtiging moeten ingediend worden binnen de tien werkdagen die aan de activiteit voorafgaan.

In geval van niet naleving van de voorwaarden gesteld in de machtiging, kan het College van Burgemeester en Schepenen tot de definitieve intrekking van de machtiging overgaan.

In geval van overtreding van dit artikel kan de politie of de gemachtigde ambtenaar de activiteit onmiddellijk laten stopzetten.

Art. 44. De verdelers van kranten, documenten, tekeningen, gravures, advertenties en allerhande drukwerken in de openbare ruimten dienen wat er door het publiek op de grond wordt gegooid, op te rapen.

Het is verboden voor omroepers, verkopers of verdelers van kranten, documenten, drukwerken of reclame:

- stapels kranten, documenten, enz. achter te laten op de openbare weg of op de drempel van deuren en vensterbanken van gebouwen;
- een luidspreker te gebruiken;
- voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00 moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 45. Het is verboden buiten de spektakel- of concertzalen en plaatsen voor sportbijeenkomsten of evenementen, de voorbijgangers op de openbare aan te klampen om hun inkomkaarten te verkopen of om hen uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

Het is eveneens verboden voor handelaars of restauranthouders alsook voor personen die ze tewerkstellen, klanten aan te spreken of te roepen om ze aan te sporen naar hun zaak te komen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 46. Het is verboden op gelijk welke manier ieder concert, spektakel, evenement, sportieve bijeenkomst of gelijk welke bijeenkomst die door de gemeentelijke overheid toegelaten is, te verstoren.

Het is inzonderheid verboden voor het publiek:

- a) zich op de scène, piste of het terrein te begeven zonder dat ze daar van de artiesten, sportlui of organisatoren een uitnodiging of machtiging voor hebben gekregen, of zich te begeven in de privé-gedeelten van de inrichting of die welke voor de artiesten of sportlui voorbehouden zijn;
- b) voorwerpen, op de balkons en leuning te deponeren of eraan te bevestigen die door hun val of op enige andere manier het publiek, de acteurs of de sportlui kunnen storen;
- c) door hun gedrag, de stabiliteit en/of de veiligheid van de installaties of plaatsen in gevaar te brengen.

Behoudens de reparatiekosten voor de veroorzaakte schade, zal diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 47. Tijdens openbare concerten, spektakels, religieuze diensten en andere behoorlijk toegelaten voorstellingen, moeten de markt-kramers evenals de andere gebruikers van de openbare ruimte op eenvoudig verzoek van de politie of de gemachtigde ambtenaar alle geluidsoverlast stopzetten die deze manifestaties kan verstoren.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 48. Het is verboden behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen over te gaan tot de montage van gelijk welke voorlopige constructie die bedoeld is om publiek te verwelkomen ter gelegenheid van culturele, sportieve of andere manifestaties, ongeacht het materiaal dat gebruikt wordt, of ongeacht de montage- of verankerings-technieken die toegepast worden, in overeenstemming met iedere reglementering van kracht.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 240,00.

Afdeling 3 - Plaatsing van kranen

Art. 49. Iedere plaatsing van een kraan of van een eender welk ander hijswerktuig in de openbare ruimte is aan de machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen onderworpen.

Onverminderd de reglementaire voorschriften inzake stedenbouw, leefmilieu en arbeidsbescherming, is het verplicht:

1. voor iedere ingebruikneming van een kraan en telkens als het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming de opstelling van een proces-verbaal van verificatie vereist, een fotokopie van dit document, dat door een erkend organisme opgesteld is, op te sturen naar het College van Burgemeester en Schepenen, binnen een termijn van één week vóór de montage of hermontage;
2. dat ieder gebruik van de kraan onderworpen is aan de opstelling van een plan van de werf, in twee exemplaren, met alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het werktuig, met inbegrip van de ruimte die het in beslag neemt en de draaicirkel van de kraanarm;
3. dat de kranen een stabiele basis hebben op de grond, om te vermijden dat ze zouden omvallen. Kranen die op rails gemonteerd zijn, moeten daarenboven aan deze rails vastgemaakt worden en de rails moeten op hun beurt stevig in de grond verankerd worden opdat ze niet uitgerukt kunnen worden;
4. dat de kraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw opgenomen wordt, hetzij op verschillende plaatsen stevig verankerd wordt;
5. dat de gebruikers alle gepaste maatregelen nemen opdat de kraan niet minder stabiel zou worden wanneer deze zich in draaistand bevindt;
6. dat de vervoerde materialen indien deze poedervormig of vloeibaar zijn, of indien ze kunnen verspreid worden, zouden opgeborgen worden in containers zodat er niets kan terechtkomen op de openbare ruimte, op privé-eigendommen of binnen ruimtes die met palissaden omheind zijn. De omheining moet zo nodig op bevel van de politie of gemachtigde ambtenaar verwijderd worden bij de dagelijkse sluiting van de werf;
7. dat vóór de ingebruikneming van de kraan of van het eender welk ander ophijswerktuig bij de politiepost een lijst wordt ingediend met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, ingenieur of bevoegde technicus alsook van een lid van het kraanpersoneel, die te allen tijde snel bereikt kunnen worden, zowel overdag als 's nachts. Een kopie van deze lijst dient aan de buitenkant van het kantoor van de werf aangeplakt te worden en dient leesbaar te zijn van op de openbare weg.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 250,00 kan het College van Burgemeester en Schepenen de voorlopige sluiting van de werf bevelen aan diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt.

Afdeling 4 - Privatieve ingebruikneming van de openbareruimte

Art. 50. Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw zijn verboden:

1. iedere privatieve ingebruikneming van de openbare weg boven, op of onder de begane grond, met name elk voorwerp dat vastgemaakt, vastgehecht, opgehangen, gedeponeed of achterlaten wordt;
2. De plaatsing op alle hoge delen van gebouwen of tegen de gevels van huizen, van voorwerpen die schade kunnen veroorzaken door te vallen, ook al steken ze niet over de openbare weg uit.

Onverminderd artikel 53 zijn vrijgesteld van deze bepaling: de voorwerpen die gedeponeed worden op vensterbanken en tegengehouden worden door een voorziening die stevig bevestigd is en niet uitsteekt, alsook vlaggenstokken.

Onverminderd de bepalingen van het verkeersreglement, mag geen enkel voorwerp, ook al is dit maar gedeeltelijk, de voorwerpen van openbaar nut verbergen, waarvan de zichtbaarheid volledig moet gewaarborgd zijn.

De voorwerpen die in strijd met dit artikel gedeponeed, vastgehecht of opgehangen zijn, dienen op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar verwijderd te worden, zoniet kan ambtshalve worden overgegaan tot de verwijdering ervan, op kosten en risico van de overtreder. Onverminderd de vorige paragraaf, diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 250,00.

Art. 51. §1. Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen is het verboden terrassen, uitstalramen, of reclameborden te plaatsen onder gelijk welke vorm en koopwaren op de openbare ruimte uit te stallen. De voorwerpen die in strijd met dit artikel geplaatst of uitgesteld zijn, dienen op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar verwijderd te worden, zoniet kan ambtshalve worden overgegaan tot de verwijdering ervan, op kosten en risico van de overtreder.

§2. Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Onverminderd de bepalingen inzake stedenbouw, zal het College van Burgemeester en Schepenen de administratieve intrekking bevelen van de machtiging die het verleend had aan de uitbater indien deze laatste de voorwaarden niet respecteert die gesteld werden bij de toekenning van de voormelde machtiging.

Art. 52. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw is het verboden spandoeken, wimpels, lichtslingers, vlaggen, kabels, apparaten en andere aansluitingen uitgaand van privé-initiatief op voorgevels van gebouwen of over de openbare weg te hangen zonder voorafgaandelijke schriftelijke machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen.

Deze bepaling is niet van toepassing in geval van een vlaggenversiering waarvoor een algemene machtiging of een machtiging van de Gemeente verkregen werd.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 53. Onverminderd de voorschriften van de gewestelijke of gemeentelijke reglementen die ze uitdrukkelijk verbieden, mag de externe installatie van hertz- of paraboolantennes die radiodiffusie en televisie ontvangen, of gelijk-welke andere gelijkwaardige ontvangstinstallatie, worden toegelaten als aan de volgende voorwaarden voldaan wordt:

1. de antenne mag niet zichtbaar zijn vanuit elke ruimte die voor het publiek toegankelijk is (straat, voetpad, park, enz...);
2. de antenne moet worden geplaatst:
 - hetzij op de achterste dakschilden of op de achtergevels van de gebouwen;
 - hetzij in de tuinen, voor zover ze bedekt is door vegetatie met permanente bladeren;
 - hetzij elders als ze bedekt is door toegelaten constructies;
3. in de gevallen bedoeld in bovenvermeld punt 2, mag de antenne de architecturale kwaliteiten van het gebouw niet in het gedrag brengen, noch het algemeen esthetisch aspect van het gebouw schaden.

De eigenaars of gebruikers van antennes en parabolen moeten voortdurend nagaan of de stabiliteit ervan perfect is.

De antennes mogen nooit aan de voorzijde van een gebouw worden geïnstalleerd. Elke antenne of al dan niet verlicht uithangbord die niet meer gebruikt wordt, moet worden verwijderd binnen de dertig dagen die volgen op de stopzetting van het gebruik ervan.

In geval van niet-naleving van de voorwaarden die in de vergunning gesteld zijn, zal het College van Burgemeester en Schepenen de definitieve intrekking van de vergunning uitspreken.

Indien de eigenaar of gebruiker geen vergunning heeft, zal hij bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 150,00. Bovendien is hij verplicht de antenne of parabool te verwijderen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en risico van de overtreder.

Art. 54. Bomen en beplantingen in privé-eigendommen moeten zodanig gesnoeid worden dat iedere tak die over de openbare weg hangt, zich op een hoogte van minstens 2,50 m van de grond bevindt en het uiteinde ervan zich op een afstand van minstens 0,50 m van de openbare rijweg bevindt.

Indien bijzondere veiligheidsredenen het vereisen, kan de politie of een gemachtigde ambtenaar andere afmetingen opleggen en zullen de voorgeschreven werkzaamheden ten laatste acht dagen na de desbetreffende betekening verricht dienen te worden.

Behoudens het opleggen van een administratieve boete van een maximum bedrag van € 100,00 dient diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt de zaken onmiddellijk te herstellen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht over te gaan tot de verwijdering ervan, op kosten en risico van de overtreder.

Art. 55. Het is verboden lange of omvangrijke voorwerpen van de binnenkant van een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige

voorzorgsmaatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenzonneblinden, beweegbare luiken of zonnegordijnen op het gelijkvloers geplaatst zijn indien het gebouw zich bevindt langs de rooilijn die aan de openbare weg grenst.

Wanneer de buitenzonneblinden of beweegbare luiken open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden.

De pallen en haken die op het gelijkvloers geplaatst zijn, dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 56. Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts geopend worden gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is en met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

Art. 57. §1. Het is verboden op de openbare weg materiaal of vuilnis aan de rand van de werven, alsook aan de laad- en losplaatsen achter te laten.

§2. Het is verboden producten, materialen, toestellen, containers, liften of stellingen te deponeren of achter te laten na het einde van de werkzaamheden.

Behoudens het opleggen van een administratieve boete van een maximum bedrag van € 250,00 dient diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt de zaken onmiddellijk te herstellen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht over te gaan tot de verwijdering ervan, op kosten en risico van de overtreder.

Afdeling 5 - Het gebruik van gevels van gebouwen

Art. 58. §1. Iedere eigenaar van een gebouw brengt aan de straatkant het huisnummer dat door de Gemeente toegekend werd, goed zichtbaar aan en plaatst per gebruikte ruimte een technisch waarschuwingstoestel, zoals een goed werkende bel.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

§2. Het is verboden op gelijk welke manier de huisnummers te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te laten verdwijnen.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

§3. In geval van nummerwijziging dient het oude nummer te worden gemaskeerd of met een zwarte streep te worden geschrapt en mag het maximaal zes maanden behouden blijven vanaf de betekening ter zake door het bestuur.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

§4. Als gelijk welke werkzaamheden aan het gebouw noodgedwongen de verwijdering van het huisnummer impliceren, dient dit nummer ten laatste acht dagen na de beëindiging van de werkzaamheden opnieuw te worden aangebracht

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 50,00.

§5. Het is verboden op gelijk welke manier straatnaamborden te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te laten verdwijnen.

Naast de kosten voor de vervanging of herstelling, wordt al wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 59. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van een gebouw dienen, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling impliceert, op de gevel of topgevel van hun gebouw, ook wanneer deze zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel aan de straatkant, toe te staan dat de volgende zaken worden aangebracht :

1° een plaat met de aanduiding van de straatnaam van het gebouw;

2° alle verkeerstekens;

3° een klem voor de openbare verlichting, openbare publiciteit, openbare feestverlichting, openbare bewakingscamera's, ...

4° ieder veiligheidsmateriaal.

De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van onroerende goederen moeten zich ervan verzekeren dat

bovengenoemde zaken, alsook de privé-installaties en privé-apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in een perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, opdat ze de openbare veiligheid niet in het gedrang zouden brengen. Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Afdeling 6 - Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid

Art. 60. Het is verboden de geluidssignalen of oproepen van de brandweer, lokale of federale politie en andere hulpdiensten na te bootsen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 61. Iedere bedrieglijke hulpoproep of bedrieglijk gebruik van een telefoonpaal of signalisatietoestel dat bestemd is om de veiligheid van de gebruikers te vrijwaren, is verboden.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 62. Onbevoegde personen mogen niet binnendringen in gebouwen of voorzieningen van openbaar nut die niet voor het publiek toegankelijk zijn.

Personen die daartoe het Gemeentebestuur niet toe werden gemachtigd, mogen geen kranen van openbare leidingen of kanaliseringen van gelijk welke aard, schakelaars van de openbare verlichting, openbare klokken, signalisatieapparaten, noch uitrustingen voor telecommunicatie bedienen die zich op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen vinden.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 62bis. Iedere persoon die door de administratieve overheid aangemaand wordt bouwwerken die dreigen in te storten, te herstellen of af te breken, dient daar onverwijld toe over te gaan; zo niet zal daar door de Gemeente toe overgegaan worden op kosten en risico van de overtreder.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 62ter. Het is verboden graszoden, aarde, stenen of materialen weg te nemen op plaatsen die tot het openbaar domein van de gemeente behoren, zonder daartoe de toelating te hebben gekregen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 62quater. Het is verboden zich agressief te gedragen door feitelijkheden te plegen tegen een goed, hetzij tegen een persoon door feitelijkheden, gebaren of woorden. Het is tevens verboden naar een persoon of een goed voorwerpen te gooien die de betrokkene kunnen hinderen of bevuilen of die het goed kunnen beschadigen of bevuilen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 62quinquies. Het is verboden voor hen die geen eigenaar, noch vruchtgebruiker, noch over een terrein of over een doorgangsrecht beschikken, andermans terrein te betreden of er te passeren, er een dier onder hun bewaring te laten passeren, er veldvruchten of enige voortbrengselen van de bodem af te snijden of te vernietigen, zelfs zonder intentie deze te stelen.

Het is verboden op het terrein van iemand anders de veldvruchten of voortbrengselen van de bodem te stropen, te ontvreemden of te roven of te beschadigen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 63. Onverminderd de wettelijke voorschriften of reglementen, is het verboden elk gevaarlijk, giftig, explosief of ontvlambaar product te bezitten, te bewerken of te vervoeren.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 64. De eigenaar zal verplicht worden gepaste feitelijke maatregelen te nemen om de toegang tot de onbezette gebouwen of onbebouwde terreinen te verbieden.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 65. De afsluitingen, tussenschotten, omheiningen die in de grond vastgezet zijn en grenzen aan niet-bebouwde terreinen, evenals die welke bevestigd zijn

aan gebouwen, moeten stevig vastgemaakt zijn opdat ze, zelfs door krachtige windstoten, niet kunnen worden omvergeblazen of niet kunnen omvallen. Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Afdeling 7 - Brandpreventie

Art. 66. Zodra er brand uitbreekt, dienen de personen die het vastgesteld hebben, dit onmiddellijk te melden aan het noodoproepcentrum.

Art. 67. De inwoners van een gebouw waarin brand is uitgebroken, evenals die van de omringende gebouwen, moeten:

1. onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen en verzoeken van brandweer, burgerbescherming, politieambtenaren en hulpagenten of andere openbare diensten waarvan de tussenkomst vereist is om de ramp te bestrijden;
2. toegang tot hun gebouw geven;
3. het gebruik toelaten van waterpunten en alle middelen om de brand te bestrijden, waarover ze beschikken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete voor een maximumbedrag van € 250,00.

Art. 68. Zijn verboden op de openbare weg en op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn: het parkeren van voertuigen en het plaatsen, ook al is dit maar tijdelijk, van voorwerpen waardoor de opsporing van, de toegang tot of het gebruik van waterbronnen voor het blussen van branden, kan verhinderd of onmogelijk gemaakt worden

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 69. Het is verboden de signalen voor de identificatie of de opsporing van waterbronnen voor het blussen van branden te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 70. De brandkranen, deksels of luiken die de kamers met brandkranen en putten afsluiten, moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk bereikbaar zijn.

Dit betekent dat sneeuw, ijs, gras of overwoekerende planten, aarde, modder of gelijk welke andere materie moet worden verwijderd; deze onderhoudsverplichting komt ten laste van de personen die in artikel 15 van dit reglement beoogd zijn en van wie de woningen grenzen aan een van de voorzieningen die in lid 1 van dit artikel vermeld zijn.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 71. Als een evenement zoals een feest, een sportevenement of gelijk welke andere bijeenkomst georganiseerd wordt in een plaats die voor het publiek toegankelijk is, en waarvoor de organisatoren niet kunnen bewijzen dat ze aan de veiligheidsvoorschriften beantwoordt, met name in toepassing van de regelgeving inzake brandveiligheid, kan de Burgemeester het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval de inrichting laten ontruimen en sluiten.

Art. 72. Onverminderd de wettelijke bepalingen die van kracht zijn, is het verboden op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn, gelijk welke voorwerpen te plaatsen, te bevestigen of op te hangen die de doorgang in de trappen, uitgangen of nooduitgangen alsook in de gangen die erheen leiden, hinderen of die op gelijk welke wijze hun breedte of hoogte beperken.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 73. §1. Elk gebouw of elke constructie die meer dan twee verdiepingen telt boven het gelijkvloers en waarvan de hoofdingang niet uitgaat op de openbare weg, moet toegankelijk zijn voor de hulpvoertuigen. Deze toegangsweg moet het verkeer, het parkeren en het aanwenden van het materiaal dat door de hulpdiensten en de brandweer gebruikt wordt, toelaten.

§2. Die toegangsweg moet steeds vrij en gemakkelijk toegankelijk blijven. Het is verboden er voertuigen op te parkeren of er gelijk welke materialen of voorwerpen achter te laten.

§3. Deze toegangsweg wordt aangeduid door gelijk welk signalisatiemiddel dat gepast geacht wordt.

Diegene die de bepalingen van paragraaf 2 overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Afdeling 8 - Bijzondere bepalingen die in acht dienen te worden genomen bij sneeuw of vrieskou

Art. 74. De voetpaden die met sneeuw of ijzel bedekt zijn, moeten geruimd of slipvrij gemaakt worden over tweederde van hun breedte, met een minimum van 1,50 m.

De sneeuw moet op en aan de rand van het voetpad opgehoopt worden en mag niet op de rijweg gegooid worden. De rioolmonden en goten moeten vrij blijven. Dit moet uitgevoerd worden door de personen die in artikel 15 van dit reglement beoogde zijn, volgens de bepalingen die erin zijn opgenomen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 75. IJskegels die zich vormen aan verheven delen van gebouwen die over de openbare weg uitsteken, dienen verwijderd te worden.

Deze verplichting geldt voor de personen die in artikel 15 van dit reglement beoogde zijn, volgens de bepalingen die erin zijn opgenomen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 76. Het is verboden op de openbare weg:

- bij vorst water te gieten of te laten vloeien;
- glijbanen aan te leggen;
- sneeuw of ijs te storten of te gooien dat afkomstig is van privé-eigendommen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, zal bestraft worden met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

Art. 77. Het strooien van zand of gelijk welk ander product om sneeuw of ijs te laten smelten op de treden van buitentrappen, op voetpaden of op de openbare weg, ontheft de personen die daartoe overgaan niet van hun verplichting om de voetpaden te onderhouden, overeenkomstig de artikelen 15 en 74 van dit reglement.

Art. 78. Het is verboden zich op het ijs van kanalen, waterbekkens en waterlopen te begeven, zonder machtiging van de bevoegde autoriteiten.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Afdeling 9 - Ontspanningsactiviteiten en -plaatsen

Art. 79. De toestellen die ter beschikking gesteld zijn van het publiek op gemeentelijke speelpleinen of speelvelden moeten zo gebruikt worden dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen.

De plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, mogen niet gebruikt worden voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden. Kinderen onder de zeven jaar moeten verplicht vergezeld zijn van een van hun ouders of de persoon aan wiens hoede ze werden toevertrouwd.

Behoudens de reparatiekosten voor de veroorzaakte schade, zal diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Afdeling 10 - Verhuizingen, laden en lossen

Art. 80. Er mogen geen meubels of andere goederen geladen of gelost worden tussen 22u en 7u, zonder machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen.

Dit verbod betreft niet de persoonlijke zaken bij een vertrek of terugkeer van een reis.

Bij het vervoeren, hanteren, laden en lossen van voorwerpen of andere goederen op de openbare weg moet erop gelet worden dat de voetgangers niet verplicht worden het voetpad te verlaten, dat ze zich nergens tegen stoten of dat ze zich niet verwonden, en dat noch de veiligheid noch de vlotte doorgang, noch de openbare rust in het gedrang komen.

Deze transporten, ladingen en lossingen kunnen slechts plaatsvinden voor de woning of garage van de uitbater of bezetter van de plaatsen.

Onverminderd de toepassing van een administratieve boete van maximum € 100,00, het College van Burgemeester en Schepenen kan de administratieve schorsing of intrekking uitspreken van de machtiging indien de titularis de voorwaarden niet respecteert die erin gesteld werden.

Art. 81. Het is verboden voor de cliënteel van winkelcentra winkelkarren op de openbare ruimte achter te laten.

De uitbaters van winkelcentra zijn verplicht alle nodige maatregelen te nemen die de naleving van deze bepaling vrijwaren; bovendien zijn ze verplicht de identificatie van de winkelkarren te vrijwaren.

Iedere overtreding op deze bepaling wordt bestraft met een administratieve boete van maximum € 50,00 ten laste van de uitbater vermeld op de winkelwagentjes.

HOOFDSTUK IV – DE OPENBARE RUST

Afdeling 1 - Hinderlijke activiteiten

Art. 82. De Burgemeester kan verbieden iedere tentoonstelling, verspreiding en handel van publicaties en van boeken, audiovisuele middelen of van ieder ander voorwerp dat vrijwillig aanzet tot geweld, haat en/of in tegenstrijdigheid is met de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Afdeling 2 - Geluidsoverlast

Art. 83. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving en artikel 561,1° van de Strafwetboek, is het verboden tussen 22u00 en 07u00 geluidshinder te veroorzaken van die aard dat de rust van de omwonenden verstoord wordt.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 84. Voor het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of gelijk welke voorwerpen die geluiden kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, staven, dozen, vaten of metalen recipiënten of andere, gelden de volgende principes:

1. deze voorwerpen dienen gedragen en niet gesleept te worden, op de grond geplaatst; er niet geworpen te worden;
2. als deze voorwerpen door hun afmetingen of hun gewicht niet gedragen kunnen worden, dienen ze uitgerust te zijn met een voorziening waardoor ze geluidloos verplaatst kunnen worden.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 85. Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen zijn de volgende zaken verboden in de openbare ruimte:

1. vocale, instrumentale of muzikale audities;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
3. kermisparades en –muziek.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 86. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het overdag verboden geluidshinder te veroorzaken die tot gevolg hebben de rust en sereniteit van de buurt te storen en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven die geproduceerd worden [onder meer van het geroep van dieren, in privé-eigendommen, in voor het publiek toegankelijke etablissementen of in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden] het niveau van het straatgeluid overschrijden.

De overtredingen tegen deze bepaling, die aan boord van de voertuigen worden begaan, worden verondersteld door de bestuurder te zijn begaan.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 87. Het is verboden aan deuren aan te bellen of op deuren te kloppen met als doel de bewoners te storen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

Afdeling 3 - Grasmaaimachines

Art. 88. Onverminderd de toepassing van het besluit van 21 november 2002 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de strijd tegen buurtlawaai, het gebruik van grasmaaimachines en andere machines voor het tuinieren, die door een motor worden aangedreven, is verboden op zondagen en wettelijke feestdagen. Op andere dagen is het gebruik ervan verboden tussen 20u en 7u. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximum € 50,00.

Afdeling 3 - Afstelling van motoren

Art. 89. Het is verboden in de openbare ruimte over te gaan tot de luidruchtige afstelling van motoren, ongeacht hun vermogen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

Afdeling 5 - Alarmsystemen

Art. 90. De voertuigen die zich in de openbare ruimte of op privé-eigendommen bevinden, en met een alarmsysteem uitgerust zijn, mogen in geen enkel geval de buurt storen.

De eigenaar van een voertuig waarvan het alarm afgaat, moet het alarm dadelijk uitschakelen.

Wanneer de eigenaar niet opdaagt nadat het alarm ongepast afgegaan is, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om die hinder te beëindigen, op kosten en risico van de overtreder.

Behoudens de bovengenoemde maatregelen die zich opdringen om de hinder te beëindigen, zal de eigenaar van een voertuig waarvan het alarm zonder geldige reden hinder veroorzaakt, bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 100,00.

Art. 91 De gebruiker van een alarmsysteem in een privé-eigendom waarvan het alarm afgaat, moet het alarm zo snel mogelijk uitschakelen. Indien het privé-eigendom voorzien is van een buitensirene mag deze bij elk alarm maximum 3 minuten en enkel bij sabotage van het alarmsysteem maximaal 8 minuten geluidsignalen produceren. Wanneer de gebruiker niet opdaagt binnen deze gestelde termijn nadat het alarm is afgegaan, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om die hinder te beëindigen, op kosten en risico van de overtreder.

Behoudens de bovengenoemde maatregelen die zich opdringen om de hinder te beëindigen, zal de gebruiker van een alarmsysteem in een privé-eigendom waarvan het alarm zonder geldige reden hinder veroorzaakt, bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 100,00.

Afdeling 6 - Inrichtingen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn

Art. 92. § 1. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de inrichtingen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn, ook al is het publiek er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten.

§ 2. Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de bestrijding van geluidshinder, mag het geluid binnen de inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, zowel overdag als 's nachts, het niveau van het straatlawaai niet overschrijden als het hoorbaar is op de openbare weg.

§ 3. Het is verboden voor uitbaters van inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en in het algemeen de uitbaters die wijn, bier of gelijk welke andere dranken verkopen, hun zaak te sluiten zolang er zich één of meer klanten bevinden.

§ 4. De politie kan de voor het publiek toegankelijke inrichtingen laten evacueren en sluiten als wanorde of lawaai wordt vastgesteld die de openbare rust of de rust van de omwonende kan storen.

Als de wanorde of het lawaai blijft aanhouden, kan de Burgemeester iedere maatregel nemen die hij nuttig acht om een einde te stellen aan de storing, meer bepaald door de tijdelijke sluiting van de inrichting te bevelen voor de duur die hij bepaalt, en dit gedurende een periode van maximum drie maanden.

§5. In geval van overtreding tegen §2 en 3 van dit artikel kan het College van Burgemeester en Schepenen de administratieve sluiting van het etablissement, voor de duur die het vaststelt, opleggen.

§6. De bepalingen van dit artikel worden aan de overtreder bij de vaststelling van de overtreding herinnerd.

Afdeling 7 - Lichtpollutie

Art. 93. Behoudens voorafgaande en schriftelijke machtiging van de Burgemeester is het verboden gebruik te maken van het luchtruim boven het grondgebied van de Gemeente voor het uitzenden of projecteren, hetzij rechtstreeks, hetzij door weerkaatsing, van lichtbundels, van laserlicht of gelijkaardig licht.

Onverminderd andere reglementaire bepalingen moet elke uitbater de nodige maatregelen nemen om lichtpollutie te voorkomen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

HOOFDSTUK V – DE GROENE RUIMTEN

Art. 94. In de zin van dit hoofdstuk verstaat men onder groene ruimten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle stukken van de openbare ruimte buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hoofdorde bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.

Art. 95. Dit hoofdstuk is van toepassing op alle gebruikers van de groene ruimten.

Art. 96. De openingsuren van de openbare parken en tuinen zijn aangeplakt op één of meer ingangen.

Indien de openingsuren ontbreken, zijn de parken en tuinen toegankelijk op eigen risico van de bezoekers van zonsopgang tot -opgang, net als bij stormweer. Indien nodig kan de Burgemeester hun sluiting bevelen.

Art. 97. Niemand mag zich toegang verschaffen tot openbare parken en tuinen buiten de openingsuren of in geval van de in artikel 96 beoogde sluiting. Het is tevens verboden over de hekken en afsluitingen te klimmen of ze te forceren.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 98. De toegang tot de openbare parken en tuinen en tot gemeentelijke speelpleinen of speelvelden is verboden voor personen in staat van dronkenschap, voor personen die niet degelijk gekleed zijn en aan kinderen jonger dan 7 jaar die niet begeleid zijn.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 99. Niemand mag in de groene ruimten door gelijk welk gedrag de gebruikers hinderen of de rust van de omgeving of van de bezoekers verstoren.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 100. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu:

§1. Het is verboden knoppen en bloemen of planten te verwijderen.

Het is verboden bomen te verminken, te schudden of te ontschorsen; takken, bloemen of gelijk welke andere planten af te rukken of af te snijden; palen of andere voorwerpen voor de bescherming van aanplantingen uit te rukken, wegen en dreven te beschadigen; zich te begeven in bloemperken en -tapijten, ze te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

§2. De toegang tot de grasperken gebeurt op verantwoordelijkheid van de bezoekers.

§3. Het college van Burgemeester en Schepenen kan afwijken van dit artikel voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, zal bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 101. Het is verboden de groene ruimten te betreden met belemmerende voorwerpen, voertuigen, motorfietsen en fietsen;

Deze bepaling is niet van toepassing op:

- de kinderfietsen, steps, skateboards en rolschaatsen voor kinderen, voor zover ze gebruikt worden door kinderen en voor zover hun gedrag de veiligheid van de andere gebruikers niet in het gedrang brengt;
- de fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen op de specifiek daarvoor bestemde plaatsen;
- de voertuigen en fietsen van de gemeente- diensten, van de politie en van de hulpdiensten;
- de onderhoudsdiensten.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 102. Het is verboden de plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden te gebruiken.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 103. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995

betreffende het behoud en de bescherming van de natuur, en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu is het verboden op gelijk welke manier, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men de hoede of het toezicht heeft, de groene ruimten, hun roerende goederen en de monumenten te bevuilen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 104. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur, en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu:

§ 1. Het is verboden zich met gelijk welke dieren te begeven op sport- en speelterreinen, en op grasperken, behalve op de plaatsen die daartoe ingericht zijn.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

§ 2. Behoudens machtiging van de Burgemeester is het verboden gevaarlijke dieren of omvangrijke voorwerpen in groene ruimten binnen te brengen.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

§ 3. Dieren moeten met alle gepaste middelen vastgehouden worden, minstens met een korte leiband.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 7 en 103 van dit reglement zijn de personen die een hond begeleiden, verplicht de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier van de openbare ruimte te verwijderen, met uitzondering van de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 180,00 moet diegene die deze paragraaf overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§ 5. Het is verboden in groene ruimten en vijvers gelijk welke materie die bedoeld is als voedsel voor dieren zoals katten en honden, eenden, vissen, duiven... achter te laten, neer te leggen of te werpen.

Diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 80,00.

Art. 105. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden te vissen, behoudens een machtiging.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 106. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur, en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden vogels te vangen en hun nesten te vernielen, en alle andere dieren die zich in de omgeving bevinden, lastig te vallen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 107. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden zonder toelating een vuur aan te steken op de openbare plaatsen en op de ruimtes die voor het publiek toegankelijk zijn.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 108. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden in groene ruimten

reclameborden of -affiches te plaatsen in de groene ruimtes of andere commerciële reclamemiddelen te gebruiken behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 109. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur en van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, is het verboden op groene ruimten te verblijven of te slapen in een tent, caravan, mobilhome, of in gelijk welk voertuig.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 110. Behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen, mag geen enkele collectieve activiteit van feestelijke, sportieve en/of culturele aard mag in de parken en openbare tuinen gehouden worden behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 111. Iedere persoon die weigert rekening te houden met de opmerkingen van gelijk welke persoon die krachtens dit reglement bevoegd is, kan uit de groene ruimten verdreven worden.

HOOFDSTUK VI - DIEREN

Art. 112. De dieren moeten met alle gepaste middelen vastgehouden worden, en minstens met een korte leiband.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 113. De eigenaars van dieren of de personen die op de dieren passen, ook al is dit maar occasioneel, dienen erop toe te zien dat deze dieren:

- de omstanders op geen enkele manier storen;
- de aanplantingen of andere voorwerpen in de openbare ruimte niet beschadigen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 114. Het is verboden op de openbare weg:

1. vergezeld te zijn van agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten, als ze geen muilband dragen; deze bepaling is ook van toepassing op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn;
2. vergezeld te zijn van dieren waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zouden kunnen brengen; gelijk welk dier te laten rondzwerven; de rondzwervende dieren kunnen gevangen worden en naar het dierenasiel gebracht worden op kosten en risico van de eigenaar of van de persoon die er toezicht over heeft;
3. dieren in een geparkeerd voertuig achter te laten indien dit gevaar of ongemak kan veroorzaken; deze bepaling is eveneens van toepassing op parkings die toegankelijk zijn voor het publiek.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 150,00.

Art. 115. Behoudens toelating van de Burgemeester is het africhten van een dier in de openbare ruimte verboden.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 250,00.

Art. 116. Onverminderd de toepassing van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren is het verboden dierengevechten te organiseren, aan te moedigen of eraan te deel te nemen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 117. §1. Onverminderd de toepassing van artikel 7 van dit reglement, zijn de personen die een hond begeleiden, verplicht de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier te verwijderen van de openbare ruimte, met uitzondering van de rioolmonden en de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximum € 180,00

moet diegene die deze paragraaf overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zoniet houdt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2 Het baasje of de bewaker van het dier moet op elk ogenblik beschikken over twee zakjes of gelijkwaardig, om er de uitwerpselen van het dier mee te kunnen verwijderen. Deze zakjes of voorwerpen dienen gegooid te worden in de vuilnisbakken langs de openbare weg of in de vuilnisbak op de site die door het dier bezocht wordt. Deze zakjes of gelijkaardige voorwerpen moeten op elk verzoek van een bevoegd persoon of van de politie getoond kunnen worden. Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 118. Met uitzondering van de hulphonden van mindervaliden, is het verboden eender welk dier binnen te brengen in inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn en waartoe dat dier geen toegang heeft, hetzij op basis van een intern reglement dat aan de ingang uithangt, hetzij door borden of pictogrammen die dat duidelijk maken, dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de lokalen en van de personen in de voedingssector.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 119. Onverminderd de gewestelijke en federale bepalingen, is het verboden, zelfs voor een slagerij of voor de uitvoering van een religieus ritueel:

- om slachtvee in een woning te houden en/of
- in een woning over te gaan tot de slachting van dieren en/of
- op de openbare weg slachtvee te leveren, te verkopen, te koop aan te bieden
- slachtvee te vervoeren zonder toelating.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 200,00.

Art. 120. Onverminderd de gewestelijke en federale bepalingen, moet men voor het houden van wilde of exotische dieren bovendien op voorhand een schriftelijke verklaring aan de Burgemeester richten.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 121. Onverminderd de bepalingen van het artikel 104 §2 van dit reglement, is het verboden gelijk welk dier te houden dat als gevaarlijk beschouwd wordt, behalve voor circussen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 122. Opgeheven door de Gemeenteraad van 18 februari 2009.

Art. 123. De dieren die een gevaar voor het leven of voor de fysieke integriteit van personen, van andere dieren of voor de veiligheid van goederen betekenen, kunnen door een politieagent aan het vrije gebruik van de eigenaar of aan de bezitter ervan onttrokken worden voor het bewaren van de openbare veiligheid en rust.

Deze inbeslagneming gebeurt op kosten en risico van de eigenaar, de bezitter of de houder van het dier.

HOOFDSTUK VII – BESTRAFFING VAN STRAFRECHTELIJKE BESCHIKKINGEN

Art. 123bis. Iedere persoon die een overtreding begaan heeft bedoeld in de artikelen 327 tot 330, 398, 448, 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559/1, 561/1, 563/2 en 3 van het Strafwetboek, zal gestraft worden met een administratieve boete van maximum € 250,00.

Deze artikelen hebben meer bepaald betrekking op de volgende gedragingen:

- bedreigingen met een aanslag op personen of op eigendommen en valse inlichtingen betreffende ernstige aanslagen;
- diefstal zonder bedreiging of geweld;
- vernieling of beschadiging van graven, monumenten, kunstvoorwerpen;
- vernieling of beschadiging van bomen en enten.

HOOFDSTUK VIII – AMBULANTE HANDEL

Afdeling I - Markten

Art. 124. Het is verboden een markt op te stellen, te organiseren of te houden,

tenzij op de plaatsen, dagen en uren die door de Gemeenteraad bepaald zijn. Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Art. 125. De handelaars die hun activiteit met behulp van een voertuig uitoefenen, mogen noch de openbare veiligheid en de vlotte doorgang, noch de openbare rust, netheid en gezondheid in het gedrang brengen.

Onverminderd artikel 33 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemene regeling van de politie van het wegverkeer, mogen deze handelaars geen gebruik maken van geluidsmiddelen die de openbare rust kunnen verstoren, om de cliënteel te verwittigen dat ze voorbijkomen.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

Afdeling 2 - Braderieën, rommelmarkten, kermissen, foren

Art. 126. Onverminderd het gemeentelijk reglement dat ter zake van toepassing is, is het verboden:

1. een braderie, een rommelmarkt, een kermis te organiseren of zich als kermis- exploitant te vestigen op de openbare ruimte of op een privé-terrein dat voor het publiek toegankelijk is, zonder vergunning van het College van Burgemeester en Schepenen;
2. een braderie, een rommelmarkt of een kermisattractie te installeren of de installatie ervan te behouden buiten de plaatsen en data die voor iedere braderie, rommelmarkt, kermis of voor voorzien zijn, hetzij door de bevoegde overheid, alsook in de gevallen waarin deze laatste de intrekking van de toekenning of van de vergunning beveelt;
3. voor de uitbaters hun voertuigen elders te plaatsen dan op de plaatsen die door het bestuur aangeduid zijn.

De braderieën, de rommelmarkten, de kermisattracties en de voertuigen die in overtreding met onderhavige bepaling geplaatst zijn, moeten verplaatst worden bij het eerste politiebevel, zoniet zal het bestuur ze verplaatsen op kosten en risico van de overtreder.

Diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum € 100,00.

HOOFDSTUK IX – SLOTBEPALINGEN

Art. 127. Vanaf de inwerkingtreding van dit algemeen politiereglement worden de vorige besluiten betreffende het algemene politiereglement aangenomen door de Gemeenteraad opgeheven.

Art. 128. Afschriften van onderhavig reglement zullen aan de Toezichthoudende Overheid en aan het Ministerie van Middenstand bezorgd worden, in overeenstemming met artikel 10 § 1 van de Wet van 25 juni 1993.

Aldus gedaan en beraadslaagd in openbare zitting van de Gemeenteraad van de 18 februari 2009.

18/02/2009/A/003

Convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la commune de Berchem-Sainte-Agathe concernant l'exécution de marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Fik Guidon

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Attendu le souhait des communes de Molenbeek-Saint-Jean et de Berchem-Sainte-Agathe de réaménager la rue Fik Guidon ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 et ses modifications ultérieures relatives aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 19 ;

Attendu le souhait de la commune de Berchem-Sainte-Agathe de piloter les marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Fik Guidon ;

Attendu l'accord de la commune de Molenbeek-Saint-Jean de confier le pilotage des marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Fik Guidon à la commune de Berchem-Sainte-Agathe ;

Vu le projet de convention établi par la commune de Berchem-Sainte-Agathe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1 :

Le projet de convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la commune de Berchem-Sainte-Agathe concernant l'exécution de marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Fik Guidon est approuvé.

Article 2 :

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution de la convention dont question à l'article 1

Overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Sint-Agatha-Berchem voor de uitvoering van gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Fik Guidonstraat

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gezien de wens van de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en Sint-Agatha-Berchem om de Fik Guidonstraat herin te richten;

Gelet op de wet van 24 december 1993 en zijn latere wijzigingen betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 19;

Gezien de wens van de gemeente van Sint-Agatha-Berchem om de uitvoering van de gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Fik Guidonstraat op zich te nemen;

Gezien het akkoord van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek om de uitvoering van de gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Fik Guidonstraat toe te vertrouwen aan de gemeente van Sint-Agatha-Berchem;

Gelet op het voorstel van overeenkomst opgemaakt door de gemeente van Sint-Agatha-Berchem;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

Na beraadslaging

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1 :

Het voorstel van overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Sint-Agatha-Berchem voor de uitvoering van gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Fik Guidonstraat is goedgekeurd.

Artikel 2 :

Het College van Burgemeester en Schepenen is gelast met de uitvoering van de overeenkomst waarvan sprake in artikel 1

18/02/2009/A/004

Convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la commune de Berchem-Sainte-Agathe concernant l'exécution de marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Auguste Van Zande et de la rue Joseph Genot

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Attendu le souhait des communes de Molenbeek-Saint-Jean et de Berchem-Sainte-Agathe de réaménager la rue Auguste Van Zande et la rue Joseph Genot ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 et ses modifications ultérieures relatives aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 19 ;

Attendu le souhait de la commune de Molenbeek-Saint-Jean de piloter les marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Auguste Van Zande et de la rue Joseph Genot;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune de Berchem-Sainte-Agathe de confier le pilotage des marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Auguste Van Zande et de la rue Joseph Genot à la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le projet de convention établi par la commune de Berchem-Sainte-Agathe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
Après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1:

Le projet de convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la commune de Berchem-Sainte-Agathe concernant l'exécution de marchés conjoints relatifs à l'étude et à la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Auguste Van Zande et de la rue Joseph Genot est approuvé.

Article 2:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution de la convention dont question à l'article 1

Overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Sint-Agatha-Berchem voor de uitvoering van gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Auguste Vanzandestraat en de Joseph Genotstraat

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gezien de wens van de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en Sint-Agatha-Berchem om de Auguste Vanzandestraat en de Joseph Genotstraat herin te richten;

Gelet op de wet van 24 december 1993 en zijn latere wijzigingen betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 19;

Gezien de wens van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek om de uitvoering van de gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Auguste Vanzandestraat en de Joseph Genotstraat op zich te nemen;

Overwegende dat het voordeliger is voor de gemeente van Sint-Agatha-Berchem om de uitvoering van de gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Auguste Vanzandestraat en de Joseph Genotstraat toe te vertrouwen aan de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op het voorstel van overeenkomst opgemaakt door de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

Na beraadslaging

BESLIST met eenparigheid van stemmen :

Artikel 1:

Het voorstel van overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Sint-Agatha-Berchem voor de uitvoering van gezamenlijke opdrachten met betrekking tot de studie en de uitvoeringswerken van de herinrichting van de Auguste Vanzandestraat en de Joseph Genotstraat is goedgekeurd.

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen is gelast met de uitvoering van de overeenkomst waarvan sprake in artikel 1

18/02/2009/A/005

Vente d'une villa d'époque avec petit parc, située avenue de Selliers de Moranville 55, cadastrée Berchem-Sainte-Agathe, section A n°s 278/w et 278/x - Actualisation de l'estimation du bien de sa valeur suite au lotissement du bien

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, article 93 – 5° et 117 alinéa 1 ;


Vu que la commune est propriétaire du bien suivant :

Berchem-Sainte-Agathe

Une villa d'époque avec petit parc, située avenue de Selliers de Moranville 55, cadastrée Berchem-Sainte-Agathe, section A n°s 278/w et 278/x pour une superficie cadastrale totale de 21a. 04ca. et suivant le titre de 18a. 59ca. 12dma ;

Vu que l'acte de donation prévoit « F. BESTEMMING VAN HET GOED. Het bij deze geschonken goed of het bedrag van een eventuele verkoop moet besteedt worden aan een doel van openbaar nut »

Vu les extraits du plan et de la matrice cadastrale ;



Vu que le bâtiment ne répond plus aux normes de sécurité pour faire fonction de maison de la jeunesse ;

Vu que, par conséquent, le Conseil communal a décidé de rénover un autre bâtiment communal pour abriter les mouvements de jeunesse ;

Vu que les frais d'entretien importants ne sont, en raison de la vétusté du bâtiment, pas compatibles avec les capacités financières de la commune ;

Vu que les travaux de rénovation au bâtiment situé 64-68 Rue de l'Allée Verte, sont en voie d'achèvement en vue d'y abriter les mouvements des jeunes qui utilisent la villa;

Vu la décision de principe du Conseil communal du 18.12.2006 de vendre le bien et de désigner le Notaire Vincent Berquin pour ce faire ;

Vu le procès-verbal d'expertise du 23.03.2006 dressé par le Receveur de l'Enregistrement établissant la valeur du bien à € 750.000 ;

Vu que pour mieux valoriser le bien, la commune a procédé au lotissement du bien en une parcelle bâtie avec villa d'époque et une parcelle à bâtir ;

Vu le procès-verbal d'expertise actualisé du 19.12.2008 dressé par le Receveur de l'Enregistrement établissant la valeur du bien loti à € 825.000 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1:

La commune procédera à la vente publique, du bien désigné ci-après :

Commune de Berchem-Sainte-Agathe

Une villa d'époque avec petit parc, située avenue de Selliers de Moranville, 55, cadastrée Berchem-Sainte-Agathe, section A n°s 278/w et 278/x pour une superficie cadastrale totale de 21a. 04ca. et suivant titre de 18a. 59ca. 12dma.

Article 2 :

La commune procédera à la vente publique du bien repris à l'article 1 pour le prix minimum de € 825.000.

Article 3 :

Les fonds provenant de la vente dont question à l'article 1 seront affectés au fond de réserve extraordinaire en vue de la réalisation des travaux d'utilité publique

Verkoop van een oud landhuis met klein park, gelegen de Selliers de Moranvilleaan 55, gekadastraerd te Sint-Agatha-Berchem sectie A nrs. 278/w en 278/x - Aanpassing van de schatting van de waarde van het goed naar aanleiding van de verkaveling ervan
DE RAAD,

Gelet de nieuwe gemeentewet, art. 93 -5° en 117, eerste lid;

Gezien de gemeente eigenaar is van het goed gelegen te:

Sint-Agatha-Berchem

Een oud vrijstaand woonhuis met klein park, gelegen de Selliers de Moranvilleaan, 55, 159, gekadastraerd te Sint-Agatha-Berchem sectie A nrs. 278/w en 278/x voor een kadastrale oppervlakte van 21a. 04ca. en een oppervlak volgens titel van 18a. 59ca. 12dma.

Overwegende dat de schenkingsakte volgende voorwaarde vermeldt: «F. BESTEMMING GOED. Het bij deze geschonken goed of het bedrag van een eventuele verkoop moet besteedt worden aan een doel van openbaar nut»;

Gelet op de kadastrale plannen en de uittreksels van de kadastrale legger;

Gezien het betreffende gebouw niet meer aan de veiligheidsnormen voldoet om als jeugdhuis te fungeren.

Gezien de gemeenteraad daarom beslist heeft een ander gemeentelijk gebouw te verbouwen om de jeugdverenigingen te herbergen;

Gezien de ouderdom van het betreffende gebouw zijn de hoge onderhoudskosten niet meer verenigbaar met de financiële middelen van de gemeente;

Gezien de verbouwingswerken aan het gebouw gelegen in de Groendreefstraat 64-68 bijna afgerond zijn om binnenkort een nieuw onderdak te bieden aan de verschillende jeugdbewegingen die de villa gebruiken;

Gezien de principebeslissing van de Gemeenteraad van 18.12.2006 die toelaat de villa te verkopen en hiervoor Notaris Vincent Berquin aan te stellen;

Gelet op het schattingsverslag opgemaakt op 23.03.2006 door de Ontvanger der Registratie, welke de waarden van het goed vaststelt op € 750.000 ;

Aangezien het in het financiële belang van de gemeente beter is dit geheel onder te verdelen in twee stukken waaronder een bouwgrond, en een perceel met de villa;

Gezien het aangepaste schattingsverslag opgemaakt op 19.12.2008 door de Ontvanger der Registratie, welke waarden van het goed vaststelt op € 825.000 ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De gemeente zal overgaan tot de openbare verkoop van het volgende onroerende goed:

Gemeente Sint-Agatha-Berchem

Een oud vrijstaand woonhuis met klein park, gelegen de Selliers de Moranvilleaan, 55, gekadastréerd te Sint-Agatha-Berchem sectie A nrs. 278/w en 278/x voor een kadastrale oppervlakte van 21a. 04ca. en een oppervlak volgens titel van 18a. 59ca. 12dma.

Artikel 2:

De gemeente zal overgaan tot de openbare verkoop van het in artikel 1 aangehaalde goed tegen voor de minimumprijs € 825.000.

Artikel 3:

De opbrengst van de verkoop waarvan sprake in artikel 1 zal gestort worden in het buitengewone reservefonds met het oog op het uitvoeren van werken van openbaar nut .

18/02/2009/A/006

Département des Affaires Internes - Service GRH - Principe de l'engagement hors cadre d'agents contractuels subventionnés par la Région de Bruxelles-Capitale - 5 emplois ACS supplémentaires

LE CONSEIL,

Vu la délibération en date du 4 novembre 1999 relative à la charte sociale (statut administratif, statut pécuniaire, cadre et conditions de recrutement et de promotion) approuvée par la tutelle le 15 décembre 1999 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 5 février 1998 et plus particulièrement l'article 7, §4, 1°, 2° et 4° relatif à l'octroi de 5 postes d'agent contractuel subventionné pour l'exécution de tâches dans le domaine de la prévention, de la propreté publique ou de l'accueil des enfants de moins de trois ans ;

Vu la lettre d'Actiris en date du 10 novembre 2008 ;

Vu la convention 03707 signée entre la commune et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu que ce subside devra permettre à la commune de couvrir partiellement la rémunération de 5 emplois ACS ;

Considérant que 3 ACS doivent obligatoirement être engagés sous le statut d'ACS « rotatif » ;

Vu que le cadre du personnel communal ne prévoit pas de place pour effectuer ces tâches spécifiques (mise en œuvre des politiques communales de sécurité et de prévention, missions de propreté publique assurée par les communes sur les voiries communales et l'accueil des enfants de moins de trois ans) ;

Vu que les crédits ne sont pas prévus au budget 2009 ;

Vu que néanmoins il s'agit de 5 postes subventionnés et que les crédits nécessaires à l'engagement peuvent être prévus lors de la prochaine modification budgétaire ;

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1 :

L'engagement comme agent contractuel subventionné hors cadre à temps plein

- de 1 adjoint technique (niveau D1-3) - gardien des espaces publics, sous le régime d'ACS « rotatif » (contrat déterminée de 2 ans et plan de formation)
- de 2 puéricultrices, dont une « volante » (niveau C1-3) pour l'accueil des enfants de moins de trois ans
- de 2 ouvriers auxiliaires (niveau E1-3) pour les missions de propreté publique sous le régime d'ACS « rotatif » (contrat déterminée de 2 ans et plan de formation)

est approuvé.

Article 2 :

Les conditions d'engagement sont reprises dans la délibération du Conseil communal du 4 novembre 1999 relative à la charte sociale

Departement Interne Zaken – Dienst HRM – Principe omtrent de aanwerving buiten kader van contractuelen gesubsidieerd door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest – 5 bijkomende arbeidsplaatsen onder GESCO statuut

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing in datum van 4 november 1999 betreffende de toepassing van het sociaal handvest (administratief statuut, geldelijk statuut, personeelskader en aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden) goedgekeurd door de voogdij op 15 december 1999 ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in datum van 5 februari 1998 en in het bijzonder het artikel 7, §4, 1^o, 2^o et 4^o betreffende de toekenning van 5 bijkomende arbeidsplaatsen onder gesco statuut voor het uitvoeren van taken in het kader van preventie, openbare netheid en opvang van kinderen van minder dan 3 jaar ;

Gelet op de brief van Actiris van 10 november 2008 ;

Gelet op de overeenkomst-03707 getekend door de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien deze subsidie de gemeente moet toelaten om een gedeelte van de wedde te dekken van 5 gesubsidieerde contractuelen arbeidsplaatsen ;

Overwegende dat 3 gesubsidieerde contractuelen verplicht moeten worden aangeworven onder het statuut van “rotatieve” gesco ;

Gezien personeelskader geen betrekkingen voorziet om de specifieke taken uit te voeren (toepassen van de gemeentelijke politiek inzake veiligheid en preventie, opdrachten inzake openbare netheid op de gemeentewegen en opvang van kinderen van minder dan 3 jaar) ;

Gezien de kredieten niet voorzien zijn op de begroting van 2009 ;

Gezien het evenwel om 5 gesubsidieerde arbeidsplaatsen gaat en de kredieten die nodig zijn voor de aanwerving kunnen voorzien worden tijdens de volgende begrotingswijziging ;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De aanwerving van de gesubsidieerde contractuelen voltijds buiten kader voor de functies van:

- 1 technisch adjunct (niveau D1-3) - toezichter van de openbare ruimten, onder het statuut van “rotatieve” gesco’s (contracten beperkt tot 2 jaar en vormingsplan)
- 2 kinderverzorgsters (niveau C1-3) waarvan één “mobiele” voor de opvang van kinderen van minder dan 3 jaar
- 2 hulparbeiders (niveau E1-3) voor de opdrachten inzake openbare netheid onder het statuut van “rotatieve” gesco’s (contracten beperkt tot 2 jaar en vormingsplan)

wordt goedgekeurd.

Artikel 2:

De aanwervingvoorwaarden zijn hernomen in de beraadslaging van de gemeenteraad van 4 november 1999 betreffende het sociaal handvest

18/02/2009/A/007

Departement Welzijn – Gemeentelijke Basisschool - Convenant korte vervangingen in het basisonderwijs

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het decreet van 6 juli 2001 betreffende de intergemeentelijke samenwerking, in het bijzonder de artikelen 2 §1, 6, 7 en 8;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse Regering van 27 januari 2006 tot invoering van een tijdelijk project betreffende vervangingen van korte afwezigheden, bedrijfsstages en mentorschap;

Gelet op de ministeriële omzendbrief Pers/2005/23 van 16 november 2005 betreffende de vervangingen van korte afwezigheden in het basis- en secundair onderwijs, gewijzigd op 17 september 2008 ;

Gezien na evaluatie gedurende het schooljaar 2007-2008 het systeem voor vervangingen van korte afwezigheden nu definitief wordt ingevoerd, onder

voorbehoud van de definitieve goedkeuring door de Vlaamse regering;
Overwegende dat de vervangingseenheden enkel kunnen worden aangewend indien ze worden samengelegd in een samenwerkingsverband, meer bepaald:

- een scholengemeenschap;
- een samenwerkingsplatform tussen (een) scholengemeenschap(en) en (een) onderwijsinstelling(en) die niet beho(o)r(t)en tot een scholengemeenschap;
- een samenwerkingsplatform tussen meerdere scholengemeenschappen.

Overwegende dat de vervangingseenheden worden toegekend en kunnen worden aangewend op voorwaarde dat een convenant werd afgesloten tussen de betrokken schoolbesturen en minstens één vakorganisatie;

Overwegende dat het schoolbestuur deel uitmaakt van de scholengemeenschap SPECTRUM;

Overwegende dat gedurende de voorbije 4 schooljaren in het basisonderwijs een tijdelijk project georganiseerd werd waarbij via de scholengroep Spectrum een eigen beleid gevoerd werd betreffende vervangingen van korte duur van personeelsleden aangesteld in een wervingsambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel waarvoor op basis van andere regelgeving geen vervanger kan worden gesubsidieerd;

Gelet op de noodzaak, teneinde de goede werking van het onderwijs verder te garanderen, om dit convenant binnen de scholengemeenschap verder te laten lopen;

Gelet op het akkoord tussen het beheerscomité van Spectrum en de representatieve vakorganisaties van 19/11/2008;

BESLIST met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het convenant voor onbepaalde duur in bijlage wordt goedgekeurd onder voorbehoud van definitieve goedkeuring door de Vlaamse Regering.

Artikel 2:

De afgevaardigden in het beheerscomité worden belast met de concrete uitvoering van deze beslissing

Département du Bien-Etre – Ecole primaire néerlandophone – Convention relative aux courts remplacements dans l'enseignement primaire

Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt geheven om 21 u 05.

In opdracht :
De Gemeentesecretaris,


Philippe ROSSIGNOL.

De Burgemeester,


Joël RIGUELLE.

